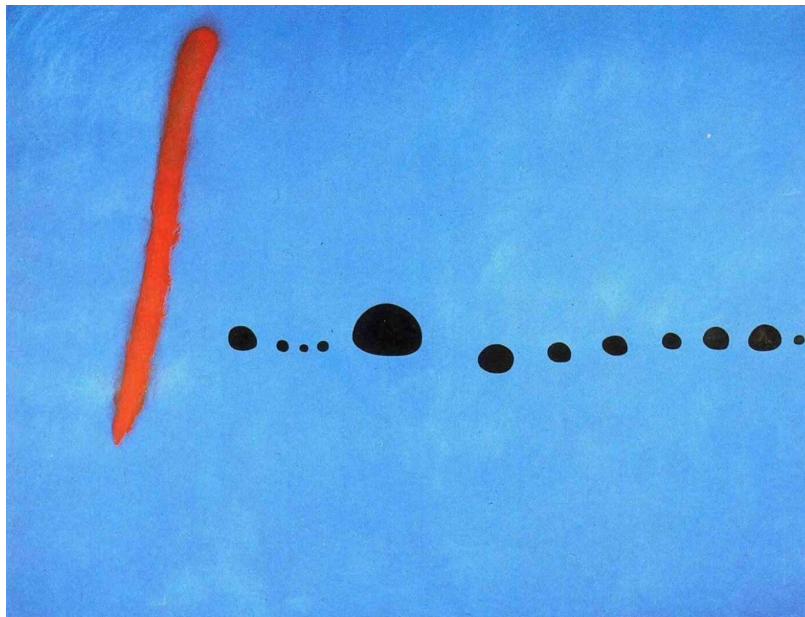


La géopolitique de la lutte des classes

Sortie de guerre dans la Confédération
helvétique
Une enquête de l'étranger



Christophe Farquet

Département d'histoire contemporaine, Faculté des Lettres

Université de Fribourg

2019

« Mon père était déjà vieux quand il apprit à épeler pour pouvoir avoir la possibilité de lire au moins les titres de mes livres. »

Léon Trotski

I.	Introduction	3
II.	La perception de la grève générale par les diplomates français et britanniques : Révolution, Diplomatie, Armistice	9
III.	L'influence internationale dans la grève générale : Mythes et réalités	19
IV.	La géopolitique de la lutte des classes : La configuration internationale d'un bref événement	35
V.	Resituer la grève générale dans l'histoire de l'Europe : Internationalisation et pondération	50

Avec le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique

Projet : La Suisse et L'Europe : Finance et diplomatie (2018-2020)

Contact : christophe.farquet@unifr.ch

Paris, 12 novembre 2018

Introduction

Lorsqu'on consulte la correspondance des Affaires étrangères françaises au sujet de la Suisse pour la période de la Grande Guerre et des années 1920, on est en droit d'apprécier la pertinence des analyses des diplomates en poste dans la Confédération helvétique. Non que ceux-ci formulent des exposés objectifs, ce qui serait une affirmation sans aucun sens, ou qu'ils parviennent à adopter une hauteur de vue suffisante pour identifier tous les ressorts de l'évolution de la société helvétique. Bien entendu, ils réagissent, pour l'essentiel, à chaud aux événements et ils sont influencés par les objectifs de la politique française. Toutefois, à bien y regarder, leur point de vue n'est pas si discordant par rapport aux exposés rétrospectifs des historiens suisses, tant concernant la signification conférée aux faits que la hiérarchisation de leur importance relative. Or, pour un événement, le discours est en dissonance complète avec l'historiographie helvétique : la grève générale de novembre 1918. Le constat est d'autant plus troublant que la correspondance des diplomates britanniques est assez concordante avec les sources françaises au sujet de l'interprétation des troubles sociaux en Suisse à la fin de la guerre. Que faut-il en déduire ?

L'histoire de la grève générale en Suisse a suscité un nombre vertigineux de publications.¹ L'événement est assez exceptionnel pour la société helvétique, en effet : il est le paroxysme de l'une des crises politiques intérieures les plus aiguës qu'ait connues la Confédération au XXe siècle. Le 12 novembre 1918, suite à des mois

¹ Pour un état de la littérature, Roman Rossfeld, « Streik ! Wege und Desiderate der Forschung zur Geschichte des schweizerischen Landesstreiks vom November 1918 », *Archiv für Sozialgeschichte*, 57, 2017, p. 413-437. Les historiens français, britanniques ou allemands seront sans doute très fortement impressionnés par l'importance du corpus historique sur cet événement d'une durée de trois jours, alors que l'histoire économique et des relations internationales sur le premier après-guerre en Suisse brille par son absence. Une série de parutions est d'ailleurs en préparation pour la commémoration du centenaire de la grève générale qui, assurément, retiendra plus l'attention des historiens suisses que celui de l'armistice.

de confrontations entre la gauche et les autorités helvétiques, 250 000 salariés cessent le travail à l'invite des dirigeants socialistes et syndicalistes. De grosses manifestations ont lieu dans tout le pays. Le gouvernement choisit de répondre par la fermeté, il utilise l'armée pour réprimer la grève. Après des affrontements et un ultimatum du Conseil fédéral, la gauche capitule dans la nuit du 13 au 14 novembre. A partir du lendemain, les grévistes reprennent progressivement le travail. Pendant plusieurs décennies, l'interprétation de ces événements a été dominée par une interprétation anticomuniste, aux relents conspirationnistes : la Suisse aurait été victime d'un complot bolchevique, fomenté de l'étranger, elle y a échappé grâce à la fermeté et le courage de ses autorités, ainsi qu'au patriotisme de ses troupes, recrutées essentiellement dans les régions rurales du pays. Cette vision des choses, qui conférait une légitimité à la politique des autorités, pouvait être justifiée non seulement parce que la grève s'était déroulée à l'armistice, au même moment de la révolution allemande, mais également parce que de très nombreux acteurs de la révolution russe avaient séjourné en Suisse pendant la guerre, à l'instar de Lénine, Trotski et Zinoviev, ou encore Radek, Dzerjinski et Balabanova, et qu'ils avaient entretenus des contacts de proximité avec les socialistes suisses, notamment lors des Conférences de Zimmerwald et de Kiental, destinées en septembre 1915 et en avril 1916 à refonder la Deuxième Internationale.

Cette interprétation est désormais délaissée par les historiens. A partir de la fin des années 1960, c'est presque la totalité des travaux historiques qui a insisté sur ce qu'aucune preuve d'une action bolchevique issue de l'étranger n'a jamais pu être présentée concernant le déclenchement de la grève générale. Les historiens ont pour l'essentiel mis en évidence ses origines sociales et économiques.²

² L'ouvrage de référence reste celui Willi Gautschi, paru en 1968, et réédité plusieurs fois depuis lors : Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, Zurich, Benziger, 1968 [nouvelle édition à paraître en 2018]. Voir également, pour les vues globales, Paul Schmid-Amman *Die Wahrheit über den Generalstreik von 1918. Seine Ursachen, sein Verlauf, seine Folgen*, Zurich, Morgarten Verlag, 1968 ; Marc Vuilleumier *et al.* (dir.), *La Grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Grounauer, 1977 ; Valérie Boillat *et al.* (dir.), *La valeur du travail*, Lausanne, Antipodes, 2006, p. 101-140 ; Adrian Zimmermann, « Klassenkampf und Klassenkompromiss, Arbeit, Kapital und Staat

Dès 1917, les conditions de vie de la population suisse se dégradent sensiblement en raison des problèmes d'approvisionnement du pays et de l'inflation qui érode considérablement le pouvoir d'achat des salariés. Les maladresses du Conseil fédéral dans la gestion de l'économie de guerre et dans l'usage des pleins-pouvoirs accentuent le mécontentement d'une population, épuisée par les années de mobilisation et de privation. Cette situation explosive conduit à une politisation et à une radicalisation de nombre d'ouvriers, les effectifs de l'Union syndicale suisse triplant pendant la guerre. Au début de l'année 1918, après que les grèves et les manifestations se sont multipliées depuis l'été précédent, la décision du gouvernement d'astreindre la population civile à un service de travail obligatoire accentue la polarisation politique et déclenche une série de crises qui culminent en novembre. Les historiens suisses ne nient pas l'existence de contacts entre les politiciens étrangers et la gauche suisse, ni l'incidence diffuse de l'effondrement des puissances centrales sur la crise. Toutefois, ils ont tendance à relativiser l'effet de l'influence internationale, soulignant à ce propos la très forte divergence entre le programme réformiste des socialistes et les visées des révolutionnaires, d'un Lénine par exemple.

Mais, bien que l'impact de la dégradation des conditions économiques soit indéniable, une telle narration des événements peut susciter quelque scepticisme. Dans le but légitime de contredire un discours mythique, qui visait fondamentalement à faire de la grève une espèce de gangrène provoquée par des éléments extérieurs au

in den Niederlanden und der Schweiz, 1914-1950 », Thèse de doctorat, Université de Lausanne, 2012 ; *Centenaire de la grève générale ! Origines, conflits, conséquences*, Union syndicale suisse, 2018. Au-delà des innombrables études de cas, les tentatives de renouvellement de l'interprétation sont rares, et elles n'insistent plus sur la dimension internationale de l'événement. Voir par exemple, pour une approche plus politique, Rudolf Jaun et Tobias Straumann, « Durch fortschreitende Verelendung zum Generalstreik ? Widersprüche eines populären Narrativs », *Der Geschichtsfreund*, 169, 2016, p. 19-51. L'histoire du mouvement ouvrier, en dépit de son approche étroitement sociale, n'a pourtant pas eu de peine à intégrer des analyses de discours sur les grèves, qui, elles, contiennent parfois une vue comparative avec l'étranger. Voir, par exemple, Christian Koller, *Streikkultur. Performanzen und Diskurse des Arbeitskampfes im schweizerisch-österreichischen Vergleich (1860-1950)*, Vienne, LIT Verlag, 2009.

corps national, n'a-t-on pas eu tendance à ignorer sa dimension internationale ? Les relations diplomatiques autour de la grève peuvent-elles être sérieusement reléguées au simple rang d'épiphénomène du bouleversement des forces économiques et sociales alors qu'à l'armistice, c'est l'avenir de la Suisse dans le concert des nations qui se joue ? Un fait indique que les historiens se sont probablement trop confinés dans une analyse de la situation socio-économique à l'intérieur de la Suisse : jusqu'à ce jour, même si la grève générale a été abordée par le prisme des approches les plus diverses – des études genre à l'histoire régionale, en passant par l'histoire des partis, des syndicats ou du patronat – aucun historien suisse n'a pris la peine de consulter la documentation des archives nationales étrangères pour examiner attentivement la perception des événements du point de vue des dirigeants des grandes puissances. Afin de bénéficier d'une telle perspective, on est obligé de s'orienter vers une poignée d'historiens étrangers qui, sans être des spécialistes de l'histoire suisse, ont fait usage de ces sources. L'ouvrage de l'Américain Alfred Senn sur la Mission Berzine, publié il y a plus de quatre décennies, est à ce titre aussi incontournable que négligé par les historiens suisses. Sur la base d'une très vaste recherche dans les archives nationales suisses, allemandes, américaines, françaises et britanniques, Senn retrace remarquablement les activités de l'organisme chargé de représenter en Suisse les intérêts du gouvernement soviétique. On doit relever cependant que, si l'historien cite quelques documents anglais du Public Record Office, il n'a pas consulté par contre les archives diplomatiques françaises, fondant son propos sur les sources des services de renseignement de l'armée, de moindre qualité, complétées des documents de l'Attaché militaire de l'Ambassade de France. Surtout, bien que le livre fournisse quantité d'informations sur la période précédant la grève générale, le but de son étude n'est pas d'éclairer son déclenchement et son déroulement, mais la politique extérieure russe.³

³ Alfred Senn, *Diplomacy and Revolution. The Soviet Mission to Switzerland, 1918*, London, University of Notre Dame Press, 1974. Voir également sur la présence des révolutionnaires russes en Suisse durant la guerre : Alfred Senn, *The Russian*

Les apports des autres historiens sont plus limités. Concernant la France, un ouvrage daté d'Henning Köhler a utilisé la correspondance diplomatique des Archives du Ministère des affaires étrangères à La Courneuve pour tenter en quelques courtes pages de démontrer à l'encontre du livre de référence de Willi Gautschi que l'influence internationale aurait été déterminante dans le déclenchement de la grève.⁴ Même si sa critique est justifiée, l'historien allemand ne prend cependant pas suffisamment de précaution dans l'examen du discours des diplomates français, se contentant pour l'essentiel de relater quelques sources. Plus récemment, la grosse somme d'Olivier Lahaie sur l'histoire de l'espionnage en Suisse pendant la Grande Guerre consacre un passage aux activités des révolutionnaires, refusant à l'inverse de Köhler d'accorder du crédit aux interprétations françaises qui verraient une origine internationale à la grève.⁵ Toutefois, Lahaie s'appuie comme Senn surtout sur les sources de l'armée et, sans mettre en cause la pertinence de l'ouvrage dans son ensemble, force est de constater que, sur ce sujet précis, son analyse n'intègre pas toutes les finesses de l'historiographie suisse. Quelques mentions des Archives nationales américaines sont finalement faites, notamment par Arno Mayer, sur des points sur lesquels on reviendra.⁶

Or, la lecture de la correspondance diplomatique française et britannique incite, à mon sens, à une révision assez profonde de l'appréciation de la grève, par une internationalisation de son histoire

Revolution in Switzerland, 1914-1917, Madison, The University of Wisconsin Press, 1971.

⁴ Henning Köhler, *Novemberrevolution und Frankreich. Die französische Deutschlandpolitik 1918-1919*, Düsseldorf, Droste, 1980, p. 76-92.

⁵ Olivier Lahaie, *La Guerre secrète en Suisse (1914-1918). Espionnage, propagande et influence en pays neutre pendant la Grande Guerre*, Saint-Denis, Connaissances et savoirs, vol. 3, 2017, p. 25-84.

⁶ Arno Mayer, *Politics and Diplomacy of Peacemaking. Containment and Counterrevolution at Versailles, 1918-1919*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1968, p. 347-353. Gautschi cite, par ailleurs, quelques documents des archives nationales américaines et britanniques, qui ont été transmis aux archives fédérales suisses par les archivistes de ces deux pays, sans qu'il ait effectué lui-même le dépouillement : W. Gautschi, *Der Landesstreik ...*, op. cit. L'accès aux archives françaises, en revanche, était fermé à l'époque. (*Ibid.*, p. 339).

et par l'adoption d'une vision plus diplomatique et géostratégique de l'événement. C'est ce que cet article entend prouver. Une précision doit être immédiatement formulée. Qu'on ne se méprenne pas sur le sens de l'argumentation : il ne s'agit aucunement de renouer avec des propos conspirationnistes, en dépit de ce que ces appréciations rencontrent un écho chez les diplomates étrangers. Le but est de montrer que la grève a eu dès le départ pour les acteurs de l'époque une signification et une portée internationales et qu'on ne comprend pas ses causes, son déroulement et ses conséquences sans prendre en compte cette dimension. L'influence des révolutionnaires réfugiés en Suisse pendant la guerre a bien été un facteur essentiel de la radicalisation de la gauche helvétique. Et, lors des journées de novembre, beaucoup plus que la paupérisation de la classe ouvrière, les rapports extérieurs de la Confédération avec les grandes puissances à l'armistice et la révolution allemande ont été les causes immédiates du déclenchement de la grève. Outre sa proximité avec l'analyse proposée par Senn, l'article rejoint une perspective sur la sortie de guerre qui avait été initiée par Hans Kunz il y a de cela plus de trois décennies, sur la base de la documentation des Archives fédérales suisses, mais qui a été largement abandonnée depuis.⁷ Au-delà de l'intérêt de cette enquête pour l'historiographie suisse, l'article a aussi une ambition méthodologique, celle de prouver que l'histoire des mouvements sociaux ne peut ignorer l'étude des relations diplomatiques. Très souvent, ces dernières conditionnent les premiers, plus qu'elles ne sont conditionnées par eux.

⁷ Hans Kunz, *Weltrevolution und Völkerbund. Die schweizerische Aussenpolitik unter dem Eindruck der bolschewistischen Bedrohung 1918-1923*, Berne, Stämpfli, 1981, p. 52-75.

La perception de la grève générale par les diplomates français et britanniques

Révolution, Diplomatie, Armistice

Pour les diplomates français et britanniques en poste en Suisse, il ne fait aucun doute que la grève générale a des origines internationales. L'influence des bolcheviks russes sur les socialistes suisses, l'implication à divers degrés des Centraux dans le cours des événements et l'incidence des décisions de la Confédération en matière de politique extérieure sont constamment mises en évidence au fil de leur correspondance de l'automne 1918. Le lendemain de la fin de la grève générale, le 15 novembre 1918, l'Ambassadeur français Paul Dutasta ne cache pas son sentiment profond que la source du mouvement doit être recherchée en Allemagne. Au petit matin, il envoie un télégramme à Paris comportant cette assertion catégorique : « Mes renseignements me permettent [...] d'affirmer que l'essai de révolution socialiste qui vient d'être tenté en Suisse faisait partie d'un plan allemand dont l'aboutissement devait être l'explosion de la révolution en France et en Italie. »⁸ Quelques heures plus tard, le Ministre britannique Horace Rumbold abonde dans le même sens lorsqu'il annonce au Foreign Office la capitulation des grévistes et l'amorce d'une stabilisation en Suisse. Après avoir évoqué l'hostilité de la majorité de la population à la grève, il ajoute qu'« il y a aussi de bonnes raisons de penser que les Allemands, sans exclure des agents employés par la Légation allemande ici, n'ont pas été déconnectés de la grève et qu'ils agissent dans le but de créer autant de désordre que possible dans chaque pays avec l'espoir d'éviter les conséquences de la défaite. »⁹ Au cours des semaines suivantes, les deux diplomates n'en démordent pas. Sur la base des renseignements fournis par les services de l'armée, de la police et des consulats, leur conviction se raffermi, et ils invitent le Conseiller

⁸ Paris, La Courneuve, Archives du Ministère des Affaires étrangères, La Courneuve (ci-après AMAE), Europe, 1918-1929, Suisse, no 31, Télégramme secret de Dutasta aux Affaires étrangères françaises, 15 novembre 1918.

⁹ Kew, Londres, National Archives, Public Record Office (ci-après PRO), FO 371/3377, Télégramme chiffré de Rumbold, 15 novembre 1918.

fédéral en charge des affaires étrangères Felix Calonder à faire la lumière sur l'action supposée du Reich.¹⁰

A partir de la seconde moitié de la guerre, les diplomates ont commencé à s'intéresser de très près aux mouvements de gauche et aux confrontations sociales en Suisse, les Français se montrant plus alarmés que les Britanniques jusqu'en 1918. Cette attention nouvelle est directement stimulée par les répercussions que cette agitation politique pourrait avoir sur la situation internationale. Trois préoccupations reviennent constamment sous leur plume : la crainte que le pays neutre ne devienne la base de lancement d'activités révolutionnaires en Europe, le danger que la déstabilisation politique de la Confédération accentue sa dépendance à l'égard des Centraux, et, finalement, la conviction, formulée à maintes reprises, à l'instar des propos de Dutasta et de Rumbold dans les sources précitées, que ce seraient en fait les autorités du Reich qui soutiendraient, voire manipuleraient en sous-main les groupes pacifistes et les révolutionnaires présents en Suisse afin de réaliser divers objectifs géostratégiques. Concernant la première considération, elle part évidemment du constat du grand nombre de politiciens de gauche qui ont trouvé refuge en Suisse pendant la guerre, ainsi que de la tenue des conférences internationales socialistes sur le territoire confédéral, quoique celles-ci n'aient pas une très large résonnance au moment de leur déroulement. A partir de 1917, alors que les troubles politiques s'intensifient dans le pays, l'Ambassade française et les services de renseignements de l'armée n'ont cessé de chercher à identifier les divers réseaux révolutionnaires en activité et de mettre au jour les connexions entre les socialistes suisses et les révolutionnaires russes ou allemands. Poursuivant ses investigations bien après la grève générale, en collaboration avec le gouvernement suisse, l'Ambassade française en vient à élaborer de longues listes de personnes suspectes, décrivant leurs actions politiques, dans ce qui ressemble à des

¹⁰ PRO, FO 371/3377, Lettre de Rumbold à Balfour, Foreign Secretary, 28 novembre 1918 ; AMAE, Europe, 1918-1929, Suisse, no 31, Télégramme chiffré de Dutasta aux Affaires étrangères françaises, 23 novembre 1918.

pratiques de fichage.¹¹ Les diplomates britanniques accordent eux aussi une grande attention aux communistes au point qu'en 1920, le Consul à Zurich croira y voir la signification essentielle de sa mission en Suisse.¹²

Les troubles politiques inquiètent secondement les Affaires étrangères de l'Entente et leurs services diplomatiques parce qu'ils mettent à mal la stabilité de la Confédération, alors qu'elle est jugée à Paris et à Londres, non sans de bonnes raisons, comme étant un rempart trop fébrile à l'impérialisme allemand.¹³ Il faut insister à ce propos sur ce qu'en dépit de leurs appréciations étroitement politiques des causes immédiates de la grève générale de novembre 1918, les diplomates français et britanniques démontrent, à d'autres moments, qu'ils savent intégrer les facteurs socio-économiques à leur lecture de la crise en Suisse. Ainsi, par exemple, dans une lettre datée du 8 juillet 1918, l'Attaché militaire à l'Ambassade de France Gaston Pageot, après avoir remarqué que « *depuis le début de la guerre et surtout depuis l'année dernière, la Suisse traverse une période de malaise qui n'est pas niable* », avance six conditions pour l'expliquer. Aux côtés de « *l'afflux d'éléments perturbateurs réfugiés sur le territoire helvétique* », du « *contrecoup de la révolution russe* » et de « *l'action de la propagande allemande* », il retient aussi les « *restrictions alimentaires* », « *l'énervement causé par une longue mobilisation* » et les « *maladresses de certains officiers éduqués à la prussienne* », tout ce dont les « *éléments avancés du parti socialiste [...] ont profité* ». ¹⁴ Des raisonnements assez similaires sont

¹¹ AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 31, Lettre de Pageot, Attaché militaire à l'Ambassade de France, à Clemenceau, Président du Conseil, 14 novembre 1918, avec en annexe une liste de vingt pages sur les « individus signalés comme ayant des tendances bolchévistes ». Elle est complétée plusieurs fois par la suite : par exemple, AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 32, « Septième additif à la liste des individus suspects de tendances bolchevistes, 13 janvier 1919 », copie transmise par Clemenceau à Pichon, Ministre des Affaires étrangères, 23 janvier 1919.

¹² PRO, FO 371/5499, Lettre de Maxse à la Légation britannique à Berne, 10 septembre 1920.

¹³ Par exemple, AMAE, Guerre 1914-1918, no 809, Lettre du Consul de France à Zurich à Pichon, 26 novembre 1917.

¹⁴ AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 30, Lettre secrète de Pageot à Clemenceau, 8 juillet 1918.

formulés plusieurs fois du côté du Foreign Office et de la Légation britannique en Suisse.¹⁵

Mais ce qui frappe avant toute chose dans les sources diplomatiques françaises et britanniques, c'est à quel point l'idée selon laquelle les dirigeants du Reich tireraient les ficelles des activités des mouvements révolutionnaires en Suisse est répandue. Du côté français, cette troisième crainte confine à l'obsession, et, beaucoup plus que le danger d'un complot des bolcheviks russes, elle se prête à toutes les conjectures et à toutes les théories conspirationnistes. À partir de la révolution de février 1917, elle domine clairement la correspondance entre Berne et Paris, les Britanniques y accordant également un large crédit. D'une part, les diplomates français soupçonnent le Reich de subventionner les mouvements pacifistes en Suisse pour pouvoir accélérer la conclusion d'une paix séparée et se dégager d'un des deux fronts, puis pour obtenir à la veille de l'armistice des conditions de paix les plus clémentes de la part de l'Entente. À ce titre, ils observent avec méfiance autant les agissements des groupes de gauche et des réfugiés politiques que d'autres initiatives, comme celles des organisations catholiques. D'autre part, ils estiment que les dirigeants allemands utilisent les révolutionnaires présents en Suisse pour chercher par diverses manœuvres à déstabiliser la situation intérieure des pays de l'Entente.¹⁶ Dans ces buts, ils suivent de très près en 1918 les activités du Français Henri Guilbeaux, l'homme de Lénine basé à Genève,

¹⁵ Par exemple, PRO, FO 371/3377, Lettre de Rumbold à Balfour, 5 février 1918.

¹⁶ Voir, pour ces deux actions, toute la correspondance dans AMAE, Guerre 1914-1918, no 809, et, notamment, la Lettre de Beau, Ambassadeur français à Berne, à Ribot, Président du Conseil, du 28 mars 1917, sur l'influence supposée des agents du Reich en Suisse sur Lénine. Voir également le dossier AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 30 et 31 avec par exemple, dans ce second dossier, des renseignements qui établiraient que Stämmeler, l'évêque de Bâle, serait un des chefs du service de renseignement politique et militaire allemand en Suisse : « Information a/s de Mgr Stämmeler », 13 septembre 1918. Plus généralement, les activités d'Erzberger sont suivies de très près.

correspondant de la *Pravda* et directeur du journal pacifiste *Demain*, qui serait influencé par le Reich.¹⁷

Ce ne sont là que les deux thèses les plus courantes parmi les nombreuses autres versions d'une conspiration allemande, qui, à partir de Brest-Litovsk, est stimulée par l'idée, très répandue à l'époque, que le traité de paix germano-russe a consacré l'alliance contre-nature entre le militarisme prussien et le bolchevisme. Selon d'autres hypothèses, le « *plan allemand est de faire éclater en Suisse des émeutes d'une extrême gravité, afin d'être à même d'intervenir pour rétablir l'ordre* » sur le territoire helvétique, d'après des renseignements de l'armée française en février 1918¹⁸, tandis qu'à partir de l'armistice, comme on l'a vu, les dirigeants du Reich ne pratiqueraient désormais rien de moins qu'une politique du pire afin de précipiter toute l'Europe dans une déflagration révolutionnaire. Dans une des déclinaisons les plus remarquables de la thèse, on en vient à soupçonner que certains hauts-gradés appartenant à l'entourage d'Ulrich Wille, le général suisse resté germanophile jusqu'à la fin de la guerre, auraient cherché à favoriser ces desseins pendant la grève générale.¹⁹ Les Conseillers fédéraux les plus favorables à l'Allemagne sont eux-mêmes indirectement mis en cause.²⁰ Même si, en toile de fond, la situation économique délicate en Suisse n'est pas ignorée, les diplomates de l'Entente privilégient donc clairement les facteurs internationaux dans leur interprétation des causes de la polarisation de la société helvétique.

¹⁷ Par exemple, AMAE, Guerre, 1914-1918, no 810, Lettre de Pageot à Clemenceau, 2 janvier 1918.

¹⁸ AMAE, Guerre 1914-1918, no 810, Section de Renseignements de l'Etat-major de l'armée, « Suisse – Situation intérieure », 6 février 1918.

¹⁹ C'est ce qui est, par exemple, sous-entendu dans la source suivante au sujet du fils du général Wille : AMAE, Europe 1918-1929, no 32, Renseignement no 7106, Genève, 8 décembre 1918.

²⁰ AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 31, Renseignement secret « Au sujet des nommés Schulthess, Müller, etc. », 15 novembre 1918, communiqué par Clemenceau à Pichon, 19 novembre 1918. Voir également les réactions manuscrites des membres du Foreign Office à la communication précitée du 28 novembre 1918 de Rumbold, dans PRO, FO 371/3377.

Leur analyse du déroulement des événements d'octobre et de novembre 1918 qui conduisent au déclenchement de la grève est, à ce titre, éloquente. A différents niveaux, ils attribuent une influence prépondérante aux relations extérieures dans la séquence de faits menant au début de la grève, le 12 novembre 1918.²¹ Les diplomates britanniques relèvent d'abord la coïncidence parfaite entre les événements internationaux et le commencement de la grève générale. Selon eux, c'est par anticipation des troubles prévus lors du premier anniversaire de la révolution russe que l'armée a été mobilisée, à partir des 5 et 6 novembre, pour assurer l'ordre à Zurich, ce qui a contribué en retour à radicaliser la gauche et à mettre en œuvre ce qui était attendu d'elle. Quant à l'annonce du déclenchement d'une grève générale au niveau national par le Comité d'action d'Oltén, l'organe directeur commun aux socialistes et aux syndicalistes créé en février 1918, il intervient le jour même de l'armistice, le 11 novembre. Aux yeux des Britanniques, la révolution et la défaite allemande auraient fait miroiter des options nouvelles à la gauche suisse. Mais c'est surtout une décision en matière de politique extérieure du Conseil fédéral, prise au même moment que celle de l'emploi des troupes, le 6 novembre, qui se servait avérée déterminante dans l'engrenage vers la grève générale. La Légation britannique, comme l'Ambassade de France, attribue un poids très lourd à la rupture des relations avec la Mission dirigée par Jan Berzine, représentante du gouvernement soviétique en Suisse depuis mai 1918, accusée d'avoir favorisé les activités de propagande révolutionnaire. Le renvoi des délégués bolcheviques, qui est réalisé pendant la durée de la grève, aurait été perçu par le mouvement ouvrier comme une autre provocation et aurait accéléré, dans une situation tendue, la confrontation.

A ces trois événements, s'ajoute l'autre dimension internationale de la grève générale, celle de l'emprise directe de l'étranger sur les grévistes. Les Britanniques et les Français sont convaincus de

²¹ Un exposé de la grève est effectué le 15 novembre 1918 par Rumbold. Il contient les causes énumérées ci-dessous : PRO, FO 371/377, Lettre de Rumbold à Balfour, 15 novembre 1918. Voir également dans le même dossier le Télégramme de Rumbold du 11 novembre 1918 et la Lettre de Bennett, Consul britannique à Zurich, au Foreign Office, 27 novembre 1918, avec en annexe un long rapport du bureau de presse du Consulat, « Diary of the General Strike in Switzerland ».

l'intervention en sous-main des autorités allemandes, mais leur lecture des faits n'est pas unilatérale. L'action révolutionnaire des soviétiques, qu'ils croient souvent être entremêlée avec celles du Reich, serait également à l'œuvre avant la grève. A partir de l'automne 1917, alors que la révolution russe a été suivie de l'éclatement de troubles assez graves à Zurich, faisant quatre morts, ils considèrent de plus en plus sérieusement que maints membres de la gauche suisse ont adopté un programme calqué sur la politique des bolcheviks. Précédemment, autour des conférences de Zimmerwald ou de Kiental, les diplomates français ont justement relevé les divergences de vue entre la plupart des socialistes helvétiques et les maximalistes comme Lénine qui appartiennent à ce qu'on appelle alors la gauche zimmerwaldienne. A mesure que l'opposition du mouvement ouvrier au Conseil fédéral se durcit, ces différences ne pèsent plus lourd dans la balance à leurs yeux. Cette transformation est vue soit comme un choix politique, inspiré de l'embrasement international et des multiples liens que les socialistes entretiennent avec les révolutionnaires européens à l'intérieur ou hors des frontières de la Confédération, soit comme le résultat d'actions plus directes de l'étranger. Les fonds supposés des bolcheviks russes en Suisse, comme ceux de la Légation allemande, alimentent toutes les spéculations au cours de l'année 1918. Certains politiciens socialistes sont dès lors perçus comme des agents de la Russie ou des émissaires du Reich, parfois les deux à la fois. Le journal *La Sentinelle* de Jules Humbert-Droz et les jeunesses socialistes sont, par exemple, dans le collimateur des informateurs du Quai D'Orsay.²² Pour les diplomates, ces influences ont joué une fonction essentielle dans le choix du Comité d'Olten d'employer l'arme de la grève.²³

²² *La Sentinelle* et les jeunes socialistes seraient, entre autres, soutenus par Guilbeaux : AMAE, Guerre, 1914-1918, no 811, Lettre de Pageot à Clemenceau, 1^{er} mars 1918. Pour la germanophilie d'Humbert-Droz, AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 31, Télégramme secret de Dutasta aux Affaires étrangères, 5 novembre 1918.

²³ Pour un rapport très complet sur l'influence bolchevique sur les socialistes suisses, voir AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 31, Lettre de Pageot à Clemenceau, 14 novembre 1918. L'attaché militaire fait ici de la décision d'expulsion de la Mission Berzine l'élément déclencheur de la grève. Notons que

L'évolution de l'image de Joseph Grimm, le leader socialiste suisse et l'un des principaux instigateurs de la conférence de Zimmerwald, est très parlante. Alors qu'il est d'abord perçu comme un habile politicien de gauche, quelque peu idéaliste et assez indépendant, il est devenu en novembre 1918, sous la plume des Français et des Britanniques, un dangereux intrigant, voué entièrement à la cause de la révolution internationale.²⁴ Dans les informations recueillies de Suisse, sa position politique a tendance à se confondre avec l'aile gauche des socialistes suisses, proches de Lénine, comme Fritz Platten ou Willi Münzenberg. Ce changement n'est pas étranger à ce que Grimm, comme d'autres dirigeants socialistes helvétiques, a des origines allemandes, ni surtout à sa tentative faite à Petrograd au printemps 1917 de faciliter des pourparlers de paix entre l'Allemagne et la Russie, avec l'appui du Conseiller fédéral en charge des affaires étrangères, Arthur Hoffmann. La révélation de cette affaire, qui acculera ce dernier à la démission, alimente la thèse d'un vaste complot germano-soviétique, dont les politiciens suisses, de gauche comme de droite, se feraient en quelque sorte les intermédiaires. En 1918, l'idée que le Conseiller fédéral en charge de l'économie, le radical Edmund Schulthess, suivrait une ligne politique assez semblable à celle du socialiste Grimm, parce que tous les deux seraient influencés par le Reich, revient maintes fois dans la correspondance des services de renseignement français.²⁵

de nombreuses rumeurs courent sur les fonds secrets d'Angelica Balabanova en Suisse, ce dont Pageot fait état dans son rapport. On retrouve cette idée du côté britannique : PRO, FO 371/3377, Lettres d'Acton, de la Légation à Berne, à Balfour, 28 octobre 1918, comme en Suisse : Lettre du Département politique fédéral à Müller, Conseiller fédéral en charge du Département de Justice et Police, 2 janvier 1919, in *Documents diplomatiques suisses*, vol. 7-1, Berne, Benteli, 1979, p. 151.

²⁴ On comparera par exemple AMAE, Guerre, 1914-1918, no 809, Note secrète au sujet d'une nouvelle conférence socialiste internationale en Suisse, renseignements transmis le 3 mai 1916 par Roques, Ministre de la guerre, à Briand, Président du Conseil et AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 30, Copie d'une Information du 5 juin 1918, transmise au Ministère des Affaires étrangères.

²⁵ Par exemple, AMAE, Guerre, 1914-1918, no 811, « Suisse : Etat politique », Information des services de renseignement militaires du 21 avril 1918, transmise par Clemenceau à Pichon, 27 avril 1918.

Pourtant, à suivre les exposés des diplomates, la subversion étrangère en Suisse se serait aussi passée du relais helvétique. Elle aurait agi encore par le truchement des internés militaires. Une part du contingent de déserteurs et de réfractaires présents dans la Confédération aurait été une proie facile pour la propagande révolutionnaire. L'Ambassade française suspecte la Légation allemande de s'être intensément employée à radicaliser cette masse d'inactifs, en allant jusqu'à leur fournir des armes.²⁶ Plus simplement, l'immixtion étrangère se serait traduite par des interventions directes pendant les troubles de novembre. Les diplomates relèvent la présence d'agitateurs venus de l'étranger lors des manifestations. Finalement, la Mission Berzine est plus d'une fois mise en cause. A en croire les sources diplomatiques, la délégation officielle aurait été secondée par une organisation informelle, dirigée par Eduard Holzmann. Arrivé quelques mois avant la Mission, en février 1918, cet émissaire bolchevique se serait attelé à fomenter la révolution en tissant secrètement des ramifications très étendues parmi les milieux de gauche, entretenant des contacts non seulement avec les socialistes suisses, mais aussi avec toutes sortes de personnages de la trempe de Guilbeaux, tel l'avocat genevois d'origine russe Jacques Dicker, tout cela en recevant de l'argent du Reich. L'action de cette organisation aurait été décisive dans le déclenchement de la grève.²⁷

²⁶ AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 32, Lettre secrète de Pageot à Clemenceau, 28 décembre 1918.

²⁷ AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 31, Lettres de Pageot à Clemenceau, 30 octobre 1918 et 14 novembre 1918. Voir également PRO, FO 371/3379A, Weekly Memorandum considering the condition in Switzerland, par St. Cyres, Attaché de la Légation à Berne, 15 mars 1918.

Pour ces diverses raisons, les Français et les Britanniques ne voient pas dans la grève générale, au premier chef, une expression singulière du mécontentement social des Suisses, mais ils décèlent, avant tout, une démarche parmi d'autres visant à l'armistice à diffuser la révolution en Europe. Autrement dit, ils subordonnent la confrontation sociale à l'intérieur du pays aux stratégies politiques internationales.²⁸

²⁸ Il faut noter qu'une appréciation similaire de la grève est formulée par Stovall, le Ministre américain à Berne pendant cette période, dans un livre paru en 1939 qui compile des notes faites au sujet de son mandat en Suisse : Pleasant Stovall, *Switzerland and the World War*, Savannah, Mason, 1939, p. 227 sq. Mais Stovall attribue plus directement le déclenchement de la grève à des ordres venant des dirigeants bolcheviques russes. Pour les craintes américaines sur le bolchevisme en Suisse, voir également Florian Weber, *Die amerikanische Verheissung, Schweizer Aussenpolitik im Wirtschaftskrieg 1917/18*, Zurich, Chronos, 2016, p. 168-170.

L'influence internationale dans la grève générale

Mythes et réalités

Que penser d'une telle lecture des événements ? La plupart des faits qui viennent d'être relatés figurent dans l'une ou l'autre des histoires de la grève générale. Mais, alors que l'Ambassade française et la Légation britannique leur accordent une place centrale, les historiens les relèguent à l'arrière-plan, voire leur dénie toute espèce de réalité. Cela est particulièrement vrai de l'influence des bolcheviks russes et, surtout, de l'action allemande qui est presque totalement ignorée à l'intérieur des ouvrages de référence. Faut-il dès lors vouer aux gémonies ces papiers d'archives, sous prétexte qu'ils ont été écrits par des personnalités dont leur profession les incline à conférer une prépondérance aux facteurs internationaux et qui auraient pu être aveuglées, au milieu du feu de l'histoire, par leur anticomunisme et leur germanophobie ? Nommé au début de l'année 1918, l'Ambassadeur Dutasta est un proche de Clemenceau, avec lequel il partage son aversion obsessionnelle pour le défaitisme. Quant à Rumbold, en poste à Berne depuis 1916, après avoir été employé à Berlin au début de la guerre, il fait montre d'une très forte suspicion, parfois excessive, au sujet de la germanophilie des dirigeants suisses. Sans doute doit-on examiner avec la plus grande prudence ces sources qui contiennent maintes appréciations contradictoires et quantité d'affirmations invérifiables.²⁹ Mais ne peut-on pas en dire autant des archives syndicales et socialistes, abondamment utilisées pour retranscrire le cours de la grève générale ? Par ailleurs, on ne peut faire fi de ce que l'orientation de la politique de l'Entente a été influencée par les renseignements recueillis en Suisse par les services diplomatiques. Comme toujours, ces sources sont autant des discours subjectifs sur l'histoire que des actes de langage qui, véridiques ou

²⁹ En comparaison des documents rédigés par les membres de l'Ambassade et des Consuls, les informations des indicateurs de l'Armée française et de la Sûreté générale sont particulièrement suspectes, voire parfois clairement fantaisistes, certains d'entre eux ne connaissant pas même les noms des membres du gouvernement suisse.

erronés, sont eux-mêmes des faits appartenant à l'histoire, ce d'autant plus qu'on verra plus loin que les actions des diplomates ont eu une incidence sur le déroulement de la grève.³⁰

L'historien ne peut toutefois se satisfaire d'une telle conclusion, sans tenter de démêler le vrai du faux parmi la correspondance française et britannique. A ce titre, un premier constat mérite d'être formulé. La lecture des sources suisses de l'époque met en évidence que, pendant le déroulement de la grève, les deux interprétations concurrentes sur ses causes étaient déjà avancées tant en public qu'en privé par les acteurs des événements. Alors que la gauche insiste dès le début sur ses origines sociales et économiques à l'intérieur du pays, tout en ne manquant pas d'évoquer les maladresses et les provocations politiques du Conseil fédéral, la droite dénonce immédiatement, comme les diplomates, l'action révolutionnaire préparée avec l'appui de l'étranger. La portée de ce combat d'idée, qui apparaît très clairement lors de la session extraordinaire du parlement fédéral des 12 et 13 novembre, ne se résume évidemment pas à sa dimension symbolique.³¹ Ce qui est en jeu, ce sont les solutions pour résoudre la crise. Tandis que les socialistes prétendent que seul un vaste programme de réformes sociales saurait apaiser des salariés victimes de la paupérisation, leurs contradicteurs défendent de leur côté la nécessité impérative d'un retour à l'ordre, puisqu'après que la neutralité a été préservée pendant toute la durée de la guerre, la sécurité de la Confédération serait désormais menacée par l'embrasement révolutionnaire européen. Si la crise est le symptôme aigu d'une maladie de la société suisse, elle doit immanquablement être soignée par une cure. Au contraire, si elle est le produit d'une agression extérieure, elle ne trouvera une solution que par la force. Le récit social s'oppose dès le début au récit national, et, devant la partialité du ton des sources qui reflète la polarisation politique, la tentation est grande pour l'historien de résoudre la tension

³⁰ Voir par exemple la critique de Jean-François Fayet sur les informations transmises par l'Attaché militaire Pageot, sans que l'historien ait toutefois consulté lui-même les archives diplomatiques. Jean-François Fayet, *VOKS. Le Laboratoire helvétique. Histoire de la diplomatie culturelle soviétique durant l'entre-deux-guerres*, Chêne-Bourg, Georg, 2014, p. 71-72.

³¹ *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, vol. 5, 1918, p. 151-157 et 413-479.

interprétative en calquant son discours, en fonction de ses affinités, sur l'une ou l'autre des narrations.

Mais plutôt que de calmer l'angoisse provoquée par le sol mouvant de l'histoire en trouvant des appuis d'infortune dans un camp ou dans l'autre, ne devrait-on pas plutôt adopter la sérénité froide de l'enquêteur solitaire en prenant tout simplement un peu de distance, pour peu qu'il soit admis que la vérité historique dépasse de quelques pieds les considérations partisans ? Somme toute, y-a-t-il vraiment une contradiction à admettre la légitimité de certains objectifs de la gauche helvétique de l'époque, parmi lesquels figure par exemple l'octroi du droit de vote à la population féminine, tout en mettant en évidence, s'il y a lieu, l'immixtion étrangère dans les événements ? Pour ce faire, il est nécessaire de distinguer trois niveaux d'analyse sur l'influence internationale dans la grève générale qui sont constamment mélangés par les diplomates, accroissant la tentation de contester intégralement l'examen qu'ils font de la situation. Le premier est l'implication directe des autorités allemandes et bolcheviques, qui, jusqu'à preuve du contraire, est restée presque insignifiante, contrairement à ce qu'avancent les sources diplomatiques. Le second est l'influence indirecte des révolutionnaires européens sur les socialistes et syndicalistes suisses qui a bel et bien existé et que les historiens ont tendance à sous-estimer. Le troisième est l'incidence des stratégies politiques internationales à l'armistice, qui est considérable, en dépit de ce que dit l'historiographie récente à ce sujet.

Pour ce qui est de l'immixtion des autorités de la Russie bolchevique et de l'Allemagne dans la grève, au risque de décevoir le lecteur avide de propos subversifs, il est impossible de prétendre, en l'état de la recherche, qu'une telle action a réellement existé. En dépit de leur conviction, les diplomates français et britanniques n'ont jamais fourni de preuves convaincantes à ce sujet. L'idée que les dirigeants bolcheviques étaient d'une façon ou d'une autre mêlés à la grève a sans aucun doute été très largement partagée parmi les élites confédérales, ne serait-ce que parce qu'elle permettait de délégitimer à bon compte les grévistes, et Calonder accorde du crédit à l'accusation que la Légation allemande aurait été impliquée dans les

événements lors de ses conversations avec Dutasta et Rumbold en novembre 1918.³² Toutefois, en dépit de l'écho qu'a rencontré en Suisse la thèse d'une manipulation révolutionnaire, elle reste en soi assez spécieuse. Du côté russe, comme l'indiquent les sources suisses et soviétiques, il ne semble pas que les dirigeants bolcheviques aient parié après la révolution sur un embrasement politique de la Suisse, tentant plutôt de maintenir des relations relativement stables avec la Confédération afin de pouvoir au mieux utiliser son territoire comme observatoire de la situation européenne et comme centre de diffusion du communisme à l'étranger.³³ Quant à l'Allemagne, il faudrait expliquer pourquoi les diplomates en poste en Suisse, qui appartiennent encore à l'ancien régime, auraient cherché à favoriser un mouvement susceptible de renforcer la révolution allemande, si ce n'est pour espérer peut-être qu'il finisse par déstabiliser le nouveau gouvernement de Friedrich Ebert. La politique du pire peut exister, et elle a existé en Allemagne après la guerre. Ici, elle confinerait au nihilisme : en dépit de leur inventivité, les diplomates et leurs collaborateurs eux-mêmes ne formulent pas une telle hypothèse. Mais l'argument principal qui peut être opposé à cette thèse demeure qu'en avril 1919, lors du procès des grévistes, ainsi que pendant des enquêtes effectuées préalablement, elle a été écartée par l'accusation, bien que sa démonstration ait pu définitivement accabler les socialistes.³⁴ Il est toujours possible de rétorquer que les autorités confédérales ont eu tout intérêt à minimiser la portée internationale de l'événement face aux vainqueurs de la guerre, tout en évitant de ternir leurs relations avec l'Allemagne vaincue. Ce ne sont là que de pures suppositions.

³² AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 31, Télégramme de Dutasta aux Affaires étrangères, 23 novembre 1918 ; PRO, FO 371/3377, Lettre de Rumbold à Balfour, 28 novembre 1918.

³³ Voir par exemple la Lettre de Berzine à Tchitcherine du 28 septembre 1918 et les propos de Lénine et de Radek rapportés dans la Lettre de Suter, Vice-consul de Suisse à Moscou, au Département politique fédéral, 3 décembre 1918, in Antoine Fleury et Danièle Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie, Contacts et ruptures, 1813-1955*, Berne, Paul Haupt, 1994, p. 303 et 326.

³⁴ Par exemple, Constant Frey, *La grève générale de 1918, légendes et réalités*, Genève, Editions générales, 1969.

Une fois ce constat établi, il faudrait se garder de reléguer de telles idées au rang de fantasmes absurdes, nés de l'esprit avide de revanche des diplomates de l'Entente. Ce serait pécher par naïveté ou, du moins, commettre un anachronisme. Après le putsch d'octobre 1917, les bolcheviks ont poursuivi en Suisse des activités révolutionnaires. La Mission Berzine a véritablement accompli ce pour quoi elle a été renvoyée, diffusant de la propagande soviétique pour faire le lit de la révolution annoncée en Europe.³⁵ Il est vrai par contre que l'activité de Holzmann en Suisse semble, elle, s'être avérée bien moins subversive que les diplomates l'ont cru.³⁶ La Légation allemande de Berne et le Consulat de Zurich, au bénéfice d'un immense réseau d'espionnage à l'intérieur du pays, ont été impliqués de leur côté dans des actions terroristes destinées à déstabiliser les pays alliés.³⁷ Le secrétaire du Consulat se voit même condamné par le Tribunal fédéral, quelques semaines avant la grève générale, le 10 octobre, après qu'il a été mêlé à un trafic d'explosifs avec des anarchistes italiens, mis au jour par la police zurichoise en janvier 1918 et auquel un collaborateur de la Mission Berzine a été très probablement associé.³⁸

³⁵ D'ailleurs, dans une lettre à Berzine datée du 1er novembre 1918, mais qui n'est probablement pas arrivée à destination, Lénine appelle à dépenser à cette fin sans compter : W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 161-162.

³⁶ Pour tout ceci, on consultera avant tout A. Senn, *Diplomacy and Revolution ...*, op. cit.. Voir également le travail de Collmer, bien documenté, bénéficiant de l'apport des sources russes : Peter Collmer, « Zwischen Selbstdefinition und internationaler Behauptung. Frühe bolschewistische Diplomatie am Beispiel der Sowjetmission in Bern (Mai bis November 1918) », in L. Thomas et V. Knoll (dir.), *Zwischen Tradition und Revolution, Determinanten und Strukturen Sowjetischer Aussenpolitik 1917-1941*, Stuttgart, Franz Steiner, 2000, p. 225-283. Voir également, l'article plus ancien, mais non dénué de pertinence de Walter Hofer, « Der Abbruch der Beziehungen mit dem revolutionären Russland 1917-1927 », *Revue suisse d'histoire*, 43, 1993, p. 227-229.

³⁷ Par exemple, O. Lahaie, *La Guerre secrète...*, op. cit.

³⁸ *Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion en 1919*, p. 342-345. Pour cet épisode, connu sous le nom du procès des bombes de Zurich ou de l'affaire Andrei, du nom du responsable italien de ce trafic, voir par exemple, Christophe Vuilleumier, *La Suisse face à l'espionnage, 1914-1918*, Genève, Slatkine, 2015, p. 57-68. On la confond souvent avec une seconde affaire, le deuxième procès des bombes de Zurich, qui a lieu, suite à la découverte d'autres explosifs en avril et en octobre 1918. Une nouvelle fois, des agents du Reich et maints anarchistes

Quant aux velléités allemandes de soutenir financièrement le programme politique des révolutionnaires russes en exil, elles ont aussi une réalité bien établie, du moins avant leur prise de pouvoir, et les ramifications de telles actions remontent plusieurs fois jusqu'en Suisse, ainsi que le montrent par exemple les agissements en 1915 d'un Alexander Helphand, alias Parvus.³⁹ Guilbeaux a, lui aussi, encaissé probablement de l'argent allemand.⁴⁰ Il est encore prouvé que certains socialistes helvétiques ont servi d'intermédiaires dans ces manœuvres entre le Reich et les bolcheviks, ce qu'exemplifie *le cas Moor*. Personnalité de la gauche suisse avant 1914 – « aussi autoritaire que compétente et écoutée », quoique également coutumière des scandales et déferente jusqu'à l'obsession à l'égard de la figure du chef – il sort du bois pendant le conflit et se met au service de l'Auswärtiges Amt et de la Légation allemande à Berne, tout en transmettant parfois des informations à la Légation autrichienne et

sont en cause. Bien qu'il ait été mêlé à l'affaire, Louis Bertoni, le célèbre anarchiste genevois, est acquitté en 1919. Le Russe compromis lors de la première affaire est Anatole Divilkovsky, lui-même proche de Guilbeaux, qui est relâché après l'intervention de la Mission auprès du Département politique fédéral. Voir A. Senn, *Diplomacy and Revolution...*, op. cit., p. 136-137. Notons qu'en conséquence directe de la grève, le réseau d'espionnage allemand est démantelé, dès mi-novembre 1918, et l'Attaché militaire von Bismark est rappelé. Le Ministre allemand en Suisse Romberg, lui, démissionne quelques semaines plus tard, en raison de pressions alliées. Voir F. Weber, *Die amerikanische Verheissung ...*, op. cit., p. 170-174.

³⁹ Pour ces activités en Suisse, voir les pages de Gautschi consacrées à ce sujet, produisant maintes preuves de ces affaires extraites des archives allemandes, tout en soulignant par ailleurs que Lénine, lui, n'a probablement pas touché de sommes d'argent importantes lors de son passage en Suisse : Willi Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz*, Einsiedeln, Benziger, 1973, p. 164-176. Voir également sur Parvus et son rôle dans l'apport de fonds allemands aux bolcheviks, Winfried Scharlau et Zbyněk Zeman, *Freibeuter der Revolution, Parvus-Helphand, eine politische Biographie*, Cologne, Wissenschaft und Politik, 1964, ainsi que, sur Parvus et la Suisse, A. Senn, *The Russian revolution...*, op. cit., p. 65-67. Selon l'historien américain, qui base son propos notamment sur les archives secrètes de l'Okhrana, Romberg aurait, quant à lui, plutôt cherché à soigner ses contacts auprès des mouvements nationalistes de l'Empire russe.

⁴⁰ Si l'on croit les mémoires de Balabanova, ceci aurait été confirmé par Guilbeaux lui-même, sans d'ailleurs que Lénine en ait cure. Angelica Balabanoff, *Ma vie de rebelle*, Paris, Balland, [1938], 1981, p. 195-196. Sur Guilbeaux, voir également Annie Kriegel, *Histoire du mouvement ouvrier français, 1914-1920. Aux origines du communisme français*, Paris, Imprimerie Nationale, vol. 1, 1964, p. 198 sq.

aux autorités helvétiques. Dès 1917, il se rapproche des plus hauts dirigeants bolcheviques, dont Lénine, et travaille, pour le compte du Reich, à la conclusion d'une paix séparée avec la Russie, ce qui est contrarié un temps par la tentative de Grimm du printemps.⁴¹ Ajoutons à tout cela que des fonds bolcheviques déposés dans les banques suisses ont été identifiés par les autorités fédérales après la grève, mais sans qu'apparemment l'argent soit aussi considérable que ce qu'ont prétendu les diplomates.⁴² A l'ère de la guerre totale, le bon sens n'a pas lieu d'être invoqué pour rejeter l'existence de complots et de conspirations. Ces exemples peuvent faire comprendre pourquoi les diplomates français sont si enclins à voir la main allemande ou russe derrière les mouvements sociaux en Suisse de la fin de la guerre, eux-mêmes ne se privant d'ailleurs pas d'essayer d'influencer la politique intérieure de la Confédération par l'entremise des représentants de la gauche.⁴³ Ce surtout, après que Lénine et consorts ont pu rejoindre leur pays en mars 1917 grâce au concours des socialistes suisses et des autorités du Reich, une démarche qui a été suivie immédiatement par l'affaire Hoffmann-Grimm : irrémédiablement, la révolution bolchevique et le Traité de Brest-Litovsk, qui a bien failli faire perdre la guerre à l'Entente en faisant passer plus de la moitié de la production industrielle russe sous contrôle de l'Allemagne impériale, se sont trouvés associés dans leurs esprits à la Suisse.⁴⁴

Quoi qu'il en soit, ce qui frappe aussi dans cette série de faits, c'est que la Confédération ne semble presque jamais être un objectif politique en soi des actions subversives, pas même pour la Mission

⁴¹ H. Schurer, « Karl Moor – German Agent and Friend of Lenin », *Journal of Contemporary History*, 5/2, 1970, p. 131-152.

⁴² Lettre de Stämpfli, Procureur général de la Confédération, à Müller, 3 janvier 1919, in *Documents diplomatiques suisses...*, op. cit., vol. 7/1, p. 152 ; A. Senn, *Diplomacy and Revolution...*, op. cit., p. 97-98 ; P. Collmer, « Zwischen Selbstdefinition... », art. cit., p. 270-274.

⁴³ AMAE, Guerre 1914-1918, no 811, Lettre de Pageot à Clemenceau, 2 mars 1918. Pageot évoque ici la possibilité d'exercer une influence sur Naine, un des principaux leaders socialistes de la Suisse Romande en utilisant une personnalité socialiste française.

⁴⁴ Pour le contexte, Orlando Figes, *La révolution russe : 1891-1924. La tragédie d'un peuple*, Paris, Denoël, [1997] 2007, p. 678.

Berzine en dépit de ses contacts avec les dirigeants socialistes.⁴⁵ On a fait grand cas il y a quelques décennies d'une information, qu'on retrouve dans les fonds des archives diplomatiques françaises, sur une conférence qui aurait été organisée depuis Berlin par l'Ambassadeur russe, Adolf Joffé, à la fin octobre 1918 au Beatenberg dans le canton de Berne. En présence de socialistes helvétiques et de Balabanova, la Suisse aurait été désignée comme la résidence de l'Etat-major révolutionnaire en Europe.⁴⁶ Mais le document, dont la validité est contestable, atteste qu'une fois encore, à cette occasion, les bolcheviks auraient perçu la Confédération essentiellement comme un lieu de propagation à l'étranger du communisme, hésitant sur ce que la Suisse était mûre pour la révolution.⁴⁷ Quelques mois plus tôt, le socialiste suisse Platten, tout juste revenu de Russie, aurait d'ailleurs rapporté, au cours d'une séance tenue confidentiellement à Zurich, que Lénine lui-même aurait écarté l'opportunité d'une révolution dans la Confédération.⁴⁸ C'est là un argument essentiel à l'encontre de la thèse vieillie d'une tentative de coup importée de l'extérieur, qui est d'ailleurs la plupart du temps reconnu par les

⁴⁵ Sur la volonté de préserver de bonnes relations avec la Confédération, Antoine Fleury et Danièle Tosato-Rigo, « A propos de la représentation diplomatique soviétique à Berne (Mai-novembre 1918) : nouvel éclairage à la lumière des rapports de Jan Berzine », *Traverse*, 2, 1995, p. 29-45. Sur les contacts avec les socialistes suisses, voir par exemple la source suivante dans laquelle Berzine fait cette remarque : « Grimm tente à nouveau de gagner notre amour [...] ; dans les affaires politiques, il nous sera parfois utile et je pense que l'on peut utiliser ses services sans vergogne. » Lettre de Berzine au Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères, 15 juin 1918, in A. Fleury et D. Tosato-Rigo (éd.), *Suisse-Russie...*, op. cit., p. 271. Voir également P. Collmer, « Zwischen Selbstdefinition... », art. cit., p. 265-269.

⁴⁶ René-Henri Wüst, *Menace de Guerre civile en Suisse*, Coppet, Centre d'histoire et de prospective militaires, 1969, p. 24, et la critique de cette information par Senn, mais qui attribue faussement sa source à Pageot. A. Senn, *Diplomacy and Revolution...*, op. cit., p. 153-154.

⁴⁷ AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 31, Télégramme de Dutasta, 29 octobre 1918 et « A.s. la préparation du mouvement révolutionnaire », Berne, 31 octobre 1918.

⁴⁸ Voir le compte rendu de cette séance du 28 février 1918 dans AMAE, Guerre 1914-1918, no 811, Lettre du Consul de France à Zurich à Pichon, 6 mars 1918. On notera que Platten aurait évoqué l'intérêt des bolcheviks à éviter de déstabiliser la Suisse parce qu'ils envisageraient de s'y réfugier une nouvelle fois si la situation tournait en leur défaveur en Russie.

diplomates. Par exemple, lorsque le Consul français à Lugano identifie correctement la présence au Tessin de Félix Dzerjinski, venu prendre quelques vacances en automne 1918 pour se remettre de la fatigue causée par la Terreur rouge, il note que le chef de la Tcheka s'intéresse surtout à nouer des relations avec des révolutionnaires italiens.⁴⁹ Toutefois, les Français et les Britanniques ne tirent pas les conclusions qui en découlent logiquement concernant l'action étrangère dans le déclenchement de la grève.

Des étrangers ont participé aux heurts de la grève générale, la Confédération s'empressant d'expulser certains d'entre eux sur demande des puissances alliées.⁵⁰ Des années durant, cette présence alimentera les rumeurs les plus folles sur le complot dont aurait été victime la Confédération à la fin de la guerre. Il faut les écarter : selon les sources, le déclenchement de la grève a été décidé par les dirigeants de la gauche suisse. Mais, à quel point ont-ils été indirectement inspirés par les révolutionnaires russes ou allemands ? Les historiens amènent le plus souvent deux arguments pour minimiser cette seconde influence supposée. Le programme de revendication en neuf points du Comité d'Olten formulé avant le début de la grève est de tendance réformiste et non révolutionnaire. Quant aux rapports entre la plupart des socialistes suisses et les bolcheviks, ils sont restés empreints de méfiance. Ces deux idées sont correctes, mais elles ne résolvent pas le problème. Elles font fi de l'ambiguïté de la position des dirigeants socialistes pendant l'année 1918, accordant trop d'importance à une liste d'exigences rédigée dans l'urgence et réduisant l'influence politique à une question d'affinités ou d'amitié.

Pour considérer plus justement la situation de l'époque, il faut partir d'une évidence. Au début de la guerre, non seulement le parti socialiste ne ressemble en rien à ce qu'il est devenu aujourd'hui, à

⁴⁹ AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 31, Lettre de Benigni, Consul chargé du Vice-consulat de France à Lugano à Pichon, 15 novembre 1918. Dzerjinski est ici désigné sous un nom d'emprunt. Voir également PRO, FO 371/3377, Lettre du Consul britannique à Lugano à la Légation à Berne, 22 novembre 1918.

⁵⁰ Note de Lardy, Adjoint à la Division des affaires étrangères, à Calonder, 4 juin 1919, in *Documents diplomatiques...*, op. cit., vol. 7/1, p. 869-873.

savoir un grand parti gouvernemental respectable, aimé des fonctionnaires, mais, surtout, il est encore très éloigné de ce qu'il sera dès la fin des années 1920, un groupe d'orientation réformiste qui attire plus d'un quart de l'électorat national.⁵¹ C'est un parti marginal dans le système politique suisse qui ne possède que 8% des sièges au Conseil national et qui se voit soudainement projeté, grâce au conflit, au centre du pacifisme et de l'internationalisme européen. La majorité de la direction du parti socialiste suisse ne se reconnaît certes pas dans la tendance maximaliste révolutionnaire, défendue par Lénine, Zinoviev et Radek à Zimmerwald et à Kiental.⁵² Cela n'empêche pas que sa volonté de préserver une unité du mouvement pacifiste la fait dériver vers la gauche entre 1914 et 1918, ce qui conduit en 1916 à la scission avec la société du Grütli, représentant l'aile la plus modérée du mouvement ouvrier helvétique. Des hésitations sont certes décelables, à partir de la fin de l'année 1916, en raison de la défiance à l'égard de l'extrémisme bolchevique, tandis que Lénine cherche à provoquer une rupture à l'intérieur du parti socialiste suisse. Mais, dans le sillage de la révolution russe, celui-ci renoue rapidement avec une ligne politique plus agressive. En juin 1917, il se prononce contre la défense nationale. Puis, à la fin de la guerre, il sera paradoxalement un des seuls en Europe à refuser de participer au congrès international organisé en février 1919 par les socialistes modérés à Berne, où pourtant même des Indépendants allemands comme Kurt Eisner sont présents. Sa direction tente alors d'intégrer la IIIe Internationale communiste, avant d'être désavouée par la base du parti.⁵³

⁵¹ Bernard Degen, *Sozialdemokratie : Gegenmacht ? Opposition ? Bundesratspartei ?*, Zurich, Orell Füssli, 1993 ; Oskar Scheiben, *Krise und Integration. Wandlungen in den politischen Konzeptionen der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz 1928-1936. Ein Beitrag zur Reformismusdebatte*, Zurich, Chronos, 1987.

⁵² Jean-François Fayet, *Karl Radek (1885-1939), Biographie politique*, Berne, Peter Lang, 2004, p. 165-202. Sur les conférences de Zimmerwald et de Kiental et le rôle joué par les Suisses, par exemple, Bernard Degen et Julia Richers (dir.), *Zimmerwald und Kiental. Weltgeschichte auf dem Dorfe*, Zurich, Chronos, 2015 ; *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 32, 2016.

⁵³ Sur la radicalisation du parti socialiste et la défense nationale, par exemple, Mirko Greter, *Sozialdemokratische Militärpolitik im Spannungsfeld von Vaterlandsliebe, Pazifismus und Klassenkampf*. Berlin, Pro Business, 2005. Sur la Conférence de Berne, par exemple : A. Mayer, *Politics and Diplomacy...*, *op. cit.*, p. 373-409.

La trajectoire de Grimm est révélatrice, même si elle ne correspond pas tout à fait à l'image que les diplomates s'en font.⁵⁴ Inconnu avant la guerre hors de Suisse, ce jeune homme de trente-quatre ans est propulsé à la tête de la Commission socialiste internationale suite à la conférence de Zimmerwald et devient le concurrent mal-aimé de Lénine, bien qu'il ait précédemment facilité sa venue dans la Confédération. Si les critiques au vitriol que le révolutionnaire a consacrées aux politiciens bernois sont trop connues pour devoir être citées – Grimm est, en un mot, le plus pur symbole exécré du politicien petit-bourgeois – il n'en reste pas moins que, pour éviter de rompre avec les bolcheviks, ce dernier croit devoir adopter des positions très radicales. Alors que sa tentative du printemps 1917 de favoriser à Petrograd des pourparlers de paix peut être interprétée comme un geste politique visant à doubler Lénine, après son éviction de la direction de la Commission et momentanément de celle du parti socialiste en raison de la révélation de l'affaire, il adopte rapidement, dans le sillage de la révolution d'octobre, une attitude plus en phase avec les bolcheviks. Resté proche d'Angelica Balabanova, sa remplaçante à la tête de la Commission socialiste internationale et future secrétaire de la IIIe Internationale qui réside en Suisse à partir du 16 octobre 1918 – le fils de Grimm porte, en son honneur, le deuxième prénom d'Angelo – il propose, au début mars 1918, un plan pour une grève générale en quatre phases, dont la dernière serait tout simplement la guerre civile.⁵⁵

Nul besoin donc de faire de Grimm un agent à la solde de Petrograd ou de Berlin, ni même un léniniste, pour identifier l'impact des révolutionnaires russes sur le président du Comité d'Olten. Au regard

⁵⁴ Personnage oublié de l'histoire européenne, Grimm est probablement un des politiciens les plus étudiés par les historiens suisses. Par exemple : Bernard Degen, Adrian Zimmermann et Hans Schäppi (dir.), *Robert Grimm. Marxist, Kämpfer, Politiker*, Zurich, Chronos, 2012 ; Adolf McCarthy, *Robert Grimm. Der schweizerische Revolutionär*, Berne, Francke, 1989.

⁵⁵ Le plan est d'abord discuté au Comité d'Olten le 16 février : W. Gautschi, *Der Landesstreik...*, op. cit., p. 96. Au début mars, le dernier des quatre points n'est toutefois pas retenu par les dirigeants syndicalistes et socialistes : Procès-verbal de la Conférence au Volkshaus de Berne, 1-3 mars 1918, in Willi Gautschi (éd.), *Dokumente zum Landesstreik 1918*, Zurich, Chronos, 2^e édition, 1988, p. 68-74.

de ses hautes fonctions internationales, comment pourrait-on attribuer à la seule polarisation politique à l'intérieur de la Confédération la radicalisation de ses positions ? Et si son cas est frappant, il n'est pas une exception parmi les dirigeants socialistes. Outre l'influence exercée par les conférences pacifistes, il faut tenir compte de ce que Zurich connaît, en raison de la présence des réfugiés et des déserteurs en Suisse, une véritable ébullition politique pendant la guerre, la ville se transformant en un des plus importants foyers de l'internationalisme en Europe.⁵⁶ L'incidence internationale sur l'orientation combattive des socialistes paraît d'autant plus réelle que le renforcement du parti pendant la guerre a contribué à ce qu'un plus grand nombre d'entre eux accède à de hautes fonctions politiques à l'intérieur de la Suisse, à l'instar de Grimm lui-même qui intègre l'exécutif de la Ville de Berne, précisément en mars 1918. L'hésitation entre le radicalisme et le réformisme chez les leaders socialistes n'est pas seulement, par conséquent, le reflet d'une incertitude sur la bonne stratégie politique à adopter à l'intérieur du pays. Elle recouvre aussi la tension entre leurs affiliations internationales et leurs responsabilités locales.

Il y a plus. Une partie des leaders du mouvement ouvrier helvétique, mince mais significative, a été directement inspirée par le programme de Lénine et de ses acolytes lors de leur passage en Suisse. Alors qu'il réside à deux pas du Cabinet Voltaire où Tristan Tzara et ses compagnons ont mené leurs expériences dadaïstes, Oulianov a tenté, avec l'aide de Radek, de trouver un appui auprès de la gauche zurichoise pour contrer Grimm. Sans que ses projets de scinder le parti socialiste suisse, ni son ambition de placer un de ses hommes à la direction du parti zurichois, aboutissent, il rencontre tout de même un certain succès, non seulement parmi les extrémistes du groupe réuni autour de Jakob Herzog, mais également chez des personnalités

⁵⁶ Karin Huser, « Klassenkampf versus Hurratriotismus. Die Zürcher Linken im Dilemma », in E. Hebeisen, P. Niederhäuser et R. Schmid (dir.), *Kriegs- und Krisenzeit, Zürich während des Ersten Weltkriegs*, Zurich, Chronos Verlag, 2014, p. 173-183. Voir également Jean-François Fayet, « Les Révolutionnaires russes et polonais installés en Suisse pendant la Première Guerre mondiale », in C. Vuilleumier (dir.), *La Suisse et la Guerre de 1914-1918*, Genève, Slatkine, 2015, p. 387-403.

plus marquantes. C'est le cas de Münzenberg, le leader allemand des jeunes socialistes suisses et responsable du secrétariat de l'Internationale des jeunes, de l'exalté Platten, secrétaire général du parti socialiste et intime de Lénine, ainsi que, dans une moindre mesure, d'Ernst Nobs, lui aussi intégré à la direction du parti à partir de 1917, qui sera bien plus tard le premier socialiste à accéder au Conseil fédéral en 1943.⁵⁷ Münzenberg et Platten deviennent des agents du bolchevisme dans la Confédération, le premier étant emprisonné après les troubles à Zurich en novembre 1917, où il a joué un rôle en vue. Quant au second, il connaît l'honneur assez sinistre d'organiser le départ de Lénine pour la Russie, puis de sauver la vie du dictateur lors de l'attentat du début de l'année 1918 à Petrograd – il mourra au Goulag.⁵⁸

Comment donc croire, comme l'historien Hans Ulrich Jost a semblé parfaitement l'entendre en son temps dans un petit livre consacré à la question, et beaucoup d'autres après lui, que l'accession au pouvoir de Lénine n'a pas exercé un effet d'aimantation chez des personnes de gauche qui, quelques mois plus tôt, l'ont côtoyé de très près et partagé jusqu'à certain point ses vues politiques ?⁵⁹ Car, même si

⁵⁷ W. Gautschi, *Lenin...*, op. cit., p. 219-235 ; A. Senn, *The Russian Revolution...*, op. cit., p. 204-218. Nobs tentera, après la Seconde Guerre mondiale, de nier son appartenance à la gauche zimmerwaldienne. Voir Hans Frick, *Zwischen Klassenkampf und Demokratie. Der erste sozialdemokratische Bundesrat Ernst Nobs als Redaktor am Zürcher « Volksrecht » 1915-1935*, Clausthal-Zellerfeld, Bönecke Druck, 1975.

⁵⁸ Sur Platten : Markus Bürgi, « Platten, Fritz », in *Dictionnaire historique de la Suisse* [www.dhs.ch]. Voir également son récit autobiographique : Fritz Platten, *Die Reise Lenins durch Deutschland im plombierten Wagen*, Berlin, Neuer Deutscher Verlag, 1924. Sur le séjour de Münzenberg à Zurich, qui deviendra, comme on le sait, un des plus influents communistes d'Allemagne : Sean McMeekin, *The Red Millionaire. A Political Biography of Willi Münzenberg, Moscow's Secret Propaganda Tsar in the West*, New Haven, Yale University Press, 2003, p. 18-73.

⁵⁹ Hans Ulrich Jost, *Linksradikalismus in der deutschen Schweiz, 1914-1918*, Berne, Stämpfli, 1973. Jost apporte pourtant maints éléments qui attestent parfaitement la proximité entre l'extrême-gauche zurichoise et les bolcheviks, mais il préfère voir dans l'essor des groupes révolutionnaires à Zurich le parfait symptôme de la crise sociale en Suisse, allant jusqu'à inclure dans ce schéma d'analyse *Dada* (p. 192) dont les membres sont rangés dans la catégorie des personnes « socialement déviantes » qui émergeraient sur la scène publique grâce à ladite crise. A l'encontre de cette

l'influence de Platten et de Münzenberg dans le déclenchement de la grève générale n'est pas décisive, le radicalisme de la gauche zurichois l'est en revanche.⁶⁰ Il ne faut pas oublier qu'à l'origine, la grève générale est essentiellement une affaire zurichoise et que les jeunes socialistes et l'union ouvrière de cette ville ont joué un rôle fondamental dans le choix de la confrontation par les dirigeants socialistes et syndicalistes. Après les heurts sanglants du 17 novembre 1917, qui ont été clairement influencés par la révolution russe mais dans lesquels la direction du parti socialiste suisse n'a pas été impliquée, c'est l'union ouvrière zurichoise qui, quelques semaines plus tard, est indirectement à l'origine de la création du Comité d'action d'Olten par sa réaction très forte à la volonté du Conseil fédéral d'établir un service de travail obligatoire. Brandissant la menace d'une grève générale à durée indéterminée si le projet n'est pas retiré et la démobilisation de l'armée n'est pas engagée, dans un ultimatum publié le 31 janvier, soit trois jours seulement après la grève générale du 28 janvier dans les grandes villes allemandes, cette organisation provoque au contraire, par cette prise de position, une augmentation des effectifs militaires, ce qui convainc en retour quelques-uns des principaux leaders socialistes et syndicalistes de fonder le Comité d'action le 4 février.⁶¹ Quelques mois plus tard, en novembre, une configuration assez semblable se reproduit, comme on le verra plus loin. Après la grève de protestation contre la mobilisation des troupes à Zurich, le 9 novembre, l'union ouvrière décide le jour suivant de poursuivre indéfiniment le mouvement, ce qui achève finalement de rallier le Comité d'Olten à une stratégie de force et de lancer la grève générale dans tout le pays, deux jours plus tard.

interprétation, voir par exemple le texte convaincant de K. Huser, « Klassenkampf versus Hurratriotismus... », *art. cit.*, p. 173-183.

⁶⁰ Voir à ce sujet, l'analyse de Vuilleumier, qui a pourtant une lecture totalement opposée à celle présentée ici sur l'influence internationale : Marc Vuilleumier, « La Grève générale de 1918 en Suisse », in M. Vuilleumier et al. (dir.), *La Grève générale...*, *op. cit.*, p. 7-59. Plus récemment, Rudolf Jaun, « Militärgewalt und das 'revolutionäre' Gravitationszentrum Zürich 1917-1918 », in E. Hebeisen, P. Niederhäuser et R. Schmid (dir.), *Kriegs- und Kriesenzeit...*, *op. cit.* p. 185-197.

⁶¹ W. Gautschi, *Der Landesstreik...*, *op. cit.*, p. 86-94.

La situation sociale du pays se détériorant et les rangs de la gauche gonflant consécutivement, ses dirigeants ont pu profiter, en somme, de cette conjoncture heureuse pour accroître leur influence dans la politique suisse. Comme leurs revendications ont rencontré le plus souvent une opposition ferme des autorités fédérales, forts de leur nouvelle masse de manœuvre et encouragés par le radicalisme de certaines de leurs fractions, ils ont eu tendance en réaction à faire monter les enchères politiques, plutôt que de courber l'échine, ce qui a contribué à crispier le Conseil fédéral et la droite. C'est là un rouage essentiel de l'engrenage qui mène à la grève générale. Tout au long de l'année 1918, une escalade de provocations se produit, par conséquent, entre le camp de l'ordre et celui du mouvement, bien que de part et d'autre une attitude conciliante soit aussi parfois adoptée. Cependant, l'orientation des leaders socialistes et syndicalistes, comme on l'a vu, n'est pas seulement tributaire de la situation sociale et du jeu politique à l'intérieur de la Confédération. Elle est aussi dictée par leur position sur le grand échiquier européen de l'internationalisme socialiste. Une minorité d'entre eux ont même pris le risque d'en devenir des pions – après tout, l'aventure du Grand soir ne peut-elle pas les transformer en reines ? La grève générale, même si elle fait pâle figure en comparaison de l'ampleur des mouvements sociaux dans les pays belligérants et qu'elle n'a pas été planifiée à l'étranger, est donc indissociable de l'ère de la révolution en Europe qui s'ouvre en 1917. Les diplomates l'ont justement reconnu, tout en exagérant la profondeur du radicalisme des socialistes suisses. Sans doute, en leur for intérieur, nombre d'entre eux admiraient de loin le brasier de la révolution, jouant l'air rêveur avec un paquet d'allumettes en poche. Une fois que l'étincelle a été déclenchée, ils se sont bien sentis obligés de souffler un peu sur le feu. Leurs joues ont rougi à la chaleur des flammes. Immédiatement, ils ont pris peur.

La radicalisation des dirigeants de la gauche à la fin de la guerre se place à la croisée de l'histoire sociale helvétique et de l'histoire internationale du mouvement ouvrier. Compte tenu de la position exceptionnelle dont jouissent temporairement les socialistes suisses parmi la gauche européenne, n'est-on pas invité, à l'encontre de la tendance historiographique dominante, à faire prévaloir la seconde

dimension sur la première ? Du moins, un rééquilibrage de la perspective paraît s'imposer. Là n'est pas le plus important. Si les archives diplomatiques présentent un intérêt historique, c'est surtout parce qu'elles mettent en évidence que les jours de novembre, eux, appartiennent beaucoup plus à l'histoire politique européenne de la fin de la guerre qu'à la crise sociale que traverse la Suisse entre 1917 et 1919, même si celle-ci a indéniablement contribué à préparer le terrain en amont. Au-delà du parfum complotiste des sources, le compte rendu que les diplomates donnent du point culminant de l'escalade est assez convaincant, et cela n'est pas étranger à ce qu'ils soient eux-mêmes impliqués dans le cours des événements.

Sur ce troisième point, l'historiographie a clairement fait fausse route jusqu'à mettre au second plan que la grève intervienne lors de l'armistice, donnant par conséquent une lecture erronée de ses causes immédiates, ainsi que des objectifs poursuivis par la gauche et le Conseil fédéral.⁶² On va le voir maintenant.

⁶² L'ouvrage de référence de Gautschi (*Ibid.*), remarquable par ailleurs pour son érudition, y est probablement pour beaucoup : alors que l'historien cite abondamment des sources prouvant clairement l'influence internationale, il a tendance à systématiquement minimiser leur importance.

La géopolitique de la lutte des classes

La configuration internationale d'un bref événement

Pour démontrer la performativité d'un discours historique qui accorde une importance capitale à la dimension internationale dans les jours de novembre 1918 en Suisse, examinons maintenant le cours des événements. Si le propos penche un peu trop vers l'histoire-bataille, c'est uniquement pour démontrer qu'à toutes les étapes, l'influence internationale a été décisive.⁶³ Les historiens débute habituellement la narration de l'enchaînement des faits qui conduit à la grève générale par les journées du 30 septembre et du 1^{er} octobre 1918 à Zurich. Une grève des employés de banque a alors lieu dans la ville. Elle vise pour l'essentiel l'obtention d'augmentations salariales pour compenser la perte de pouvoir d'achat causée par l'inflation. En dépit de l'exceptionnalité de la mobilisation de cette profession, qui démontre la réalité de la crise sociale en Suisse à la fin de la guerre, elle n'a rien de révolutionnaire et les grévistes obtiennent rapidement gain de cause. La gauche zurichoise essaie de profiter de l'occasion pour transformer le mouvement en une grève générale. Sans succès : cette tentative n'est pas appuyée par le Comité d'Olten et elle échoue lamentablement, l'extrémiste Herzog étant même exclu à sa suite du parti socialiste, ce qui le poussera à former le groupe des *Alt-Kommunisten*, qui fusionnera plus tard avec les scissionnistes socialistes pour créer le parti communiste en mars 1921.⁶⁴

Ainsi, bien qu'à Zurich la situation politique reste tendue, à l'échelle nationale, le mois d'octobre ne marque pas une escalade dans la

⁶³ Cette courte reconstitution s'appuie, non seulement sur la documentation des archives françaises et britanniques et des informations données par la littérature historique, mais également sur les *Documents diplomatiques suisses*, ainsi que les sources helvétiques rassemblées par Gautschi dans un recueil consacré exclusivement à la grève générale : W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., 1988.

⁶⁴ A ce sujet, H. U. Jost, *Linksradikalismus...*, op. cit., p. 166-169. Voir également pour l'histoire du communisme en Suisse, Hans Ulrich Jost, *Die Altkommunisten : Linksradikalismus in der Schweiz, 1919 bis 1921*, Frauenfeld, Huber, 1977 et surtout Peter Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz, 1921-1931*, Berne, Francke, 1980.

confrontation entre les forces de l'ordre et du mouvement. La grève générale a été préparée de longue date par le Comité d'Olten : depuis le mois de mars, un programme d'action a été établi par l'organe de coordination des socialistes et des syndicalistes. Le Conseil fédéral a lui-même cherché à parer à l'éventualité, en créant en août une commission de la grève générale.⁶⁵ Toujours est-il qu'au début de l'automne 1918, son déclenchement ne semble pas imminent. De la part du Comité d'Olten, que plusieurs membres parmi les plus radicaux comme Platten ont quitté, quelques signes de modération sont même décelables, tel l'absence de soutien de Grimm à Guilbeaux après qu'il a reçu l'ordre de quitter Genève, une attitude qui ne manque pas d'irriter Lénine.⁶⁶ Au tournant du mois d'octobre, alors que les puissances centrales s'effondrent et que la révolution débute en Allemagne, l'agitation augmente certes d'un cran des deux côtés, ce qui n'est pas étranger au procès de l'affaire des bombes, qui a compromis le Consulat allemand de Zurich, ainsi qu'à l'arrivée de Balabanova en Suisse. Le 31 octobre, le parti socialiste publie un appel à se préparer à fêter, dans la plus grande joie, le premier anniversaire de la révolution russe, mettant en alerte la bourgeoisie helvétique. Tandis que plane le spectre des journées de novembre 1917, le gouvernement zurichois s'inquiète au même moment d'une déflagration politique en Allemagne qui atteindrait la Suisse et il s'adresse au Conseil fédéral pour qu'il lui assure dans une telle situation du soutien de l'armée.⁶⁷ L'Etat-major va plus loin et se prépare de son côté à contrer une réelle poussée révolutionnaire : « *La situation extérieure exclut aujourd'hui une menace militaire sur la Suisse, selon des instructions données le 1^{er} novembre, mais elle contient en elle le danger d'une propagation d'un mouvement révolutionnaire.* » Le général de l'armée helvétique Wille, frappé de sénilité, adresse ainsi ce 1^{er}

⁶⁵ Elle rend son rapport en octobre : Rapport secret du Conseiller fédéral Müller, au nom de la commission, transmis au Conseil fédéral, 7 octobre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 137-145.

⁶⁶ A. Senn, *Diplomacy and Revolution...*, op. cit., p. 141-145.

⁶⁷ Appel de la Direction du parti socialiste du 29 octobre, « Zur Revolutionsfeier », publié dans le *Volksrecht* du 31 octobre 1918, et Lettre de Keller, président du Conseil d'Etat zurichois, à Calonder, 31 octobre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 155-158.

novembre au Conseil fédéral une demande fébrile pour mobiliser préventivement quelques troupes à Zurich.⁶⁸ Quoi qu'il en soit, arguant que cette décision serait vue comme une provocation par le mouvement ouvrier, le gouvernement repousse, le soir même, la demande à l'unanimité.⁶⁹ Nous sommes dix jours avant la grève générale.

Or, si en l'espace de quelques jours, les événements se précipitent, c'est uniquement en raison de l'évolution de la situation internationale. L'attitude des protagonistes est alors bouleversée par l'armistice et la révolution allemande. Pour les dirigeants suisses, bien loin au départ de chercher l'affrontement avec la gauche – d'aucuns l'ont affirmé sans de réelles preuves à l'appui – il s'agit désormais pour eux de sortir de la guerre sans froisser d'aucune manière les puissances alliées. Comme ils ont été accusés tout au long du conflit de germanophilie, il en va de la réintégration politique et économique de la Confédération dans le nouvel ordre mondial qui se dessine à l'armistice. Dans ce cadre, pratiquant ce que Hans Kunz a justement nommé une « *diplomatie de réhabilitation* »⁷⁰, les élites helvétiques se montrent plus accommodantes à l'égard des vainqueurs de la guerre et essaient d'éviter à tout prix que la situation politique en Suisse puisse contrevenir à leur géopolitique européenne. Cette orientation est d'autant plus impérative que les Alliés n'ont plus d'intérêt à ménager la Suisse, maintenant que leur domination sur le continent

⁶⁸ Instructions de l'Etat-major, 1^{er} novembre 1918 et Lettre de Wille à Calonder, 1^{er} novembre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 159-164. Wille revient à la charge les 2 et 4 novembre. Sur Wille, Hans Fuhrer et Paul Strässle (dir.), *General Ulrich Wille. Vorbild den einen - Feindbild den anderen*, Zurich, Neue Zürcher Zeitung, 2003.

⁶⁹ Procès-verbal du Conseil fédéral, 1^{er} novembre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 164-165.

⁷⁰ Hans Kunz, « La Suisse, le bolchevisme et le système de Versailles : foyer de la révolution mondiale ou siège de la Société des Nations », *Revue suisse d'histoire*, 32, 1982, p. 160. Voir également H. Kunz, *Weltrevolution...*, op. cit., p. 52-75. L'analyse du cours de la grève générale présentée ici est assez proche de celle proposée par Kunz, sur la base des archives fédérales, ainsi que de celle de l'historien allemand Köhler qui fonde son propos sur les archives diplomatiques françaises et qui, en dépit de sa lecture trop littérale des sources, critique à raison l'interprétation trop exclusivement socio-économique des historiens suisses : H. Köhler, *Novemberrevolution...*, op. cit., p. 81-92.

est définitivement assurée, et qu'ils sont devenus très susceptibles sur la question socialiste après que la révolution a éclaté en Autriche et en Allemagne. Quant à la gauche helvétique, comment douter qu'une partie de ses représentants n'entrevoit pas, devant l'embrasement politique des puissances centrales à la fin d'une guerre aux atrocités innommables, une année jour pour jour après la révolution russe, l'aube d'une ère neuve ? Même si dans les discours publics les socialistes cherchent à justifier leur action en insistant sur sa dimension sociale, il n'est pas étonnant que les références presque messianiques à l'aurore d'une nouvelle Europe soient fréquentes dans la bouche de leurs dirigeants. Telle est la configuration qui aboutit au bref drame de la grève générale.

Le 4 novembre, se tient à Berne une séance secrète du Conseil fédéral. Calonder informe ses collègues d'une conversation qu'il a eue avec Dutasta au cours de laquelle ce dernier l'a entretenu de la présence indésirable des bolcheviks russes sur le territoire confédéral. Apparemment très irrité, l'Ambassadeur est allé jusqu'à menacer que « *dans le cas où le bolchévisme se répandrait en Suisse, la France se verrait forcée de verrouiller, par un cordon, la frontière avec la Suisse.* »⁷¹. Ses fortes paroles, qui font suite à une réunion le 1^{er} novembre au Quai d'Orsay entre les Ministres des affaires étrangères, ne sont pas les seules actions de la part des Alliés sur ce dossier.⁷² Le même jour, le Ministre des Etats-Unis, Pleasant Stovall, écrit au Secrétaire d'Etat Robert Lansing pour lui demander d'inciter le gouvernement suisse à une répression armée des troubles politiques.⁷³ Puis, trois jours plus tard, le Ministre suisse à Rome Georges Wagnière rendra compte dans une

⁷¹ Procès-verbal secret du Conseil fédéral, 4 novembre 1918, *Documents diplomatiques suisses*, vol. 6, Berne, Benteli, 1981, p. 818. Cette source est faussement datée du 2 novembre dans ce recueil. L'Ambassade n'en est pas à son coup d'essai, ayant intervenu précédemment pour obtenir par exemple l'expulsion de Guilbeaux : AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 31, Lettre de Pageot à Clemenceau, 23 septembre 1918. On relèvera que Pageot s'appuie alors sur le futur Conseiller fédéral Musy pour parvenir à ses fins. Pour l'incidence des pressions françaises sur la politique suisse, voir également, dans le même sens, H. Köhler, *Novemberrevolution...*, *op. cit.*, p. 81-92.

⁷² Voir également AMAE, Europe, 1918-1929, Suisse, no 31, Lettre de Pichon à Dutasta, 17 octobre 1918.

⁷³ F. Weber, *Die amerikanische Verheissung...*, *op. cit.*, p. 169 et p. 243 note 85.

lettre envoyée à Berne de sa conversion avec Sidney Sonnino, lors de laquelle le Ministre des affaires étrangères italien aurait laissé entendre, en des mots à peine voilés, qu'une intervention militaire ou, du moins, des rétorsions à l'encontre de la Confédération pourraient être envisagées si rien n'était fait contre les bolcheviks en Suisse.⁷⁴ D'après les recherches historiques qui ont été menées à ce sujet, aucun plan d'opération militaire en direction de la Suisse n'a été établi par les Alliés en novembre 1918.⁷⁵ Cela n'empêche pas que leur mécontentement est réel et, avec l'imminence de leur victoire, on comprend que les dirigeants helvétiques fassent montre de quelques inquiétudes, d'autant plus qu'il n'est pas exclu que les puissances alliées poursuivent leur marche vers l'Est, en direction de l'Allemagne et de l'Autriche. Gustave Ador, dont la nomination au Conseil fédéral doit beaucoup à des pressions de l'Entente après l'affaire Hoffmann-Grimm, demande ainsi, dans la séance du 4 novembre, une expulsion immédiate de Balabanova et du Consul soviétique de Zurich, Jonas Zalkind, qui a été le proche collaborateur de Trotski au Commissariat des Affaires étrangères après la révolution russe. Le Conseil fédéral, dans les jours précédents, avait déjà entamé des démarches pour faire partir la secrétaire de la Commission socialiste internationale de son propre gré. Pour l'heure, en l'absence de preuves accablantes, il n'arrête encore aucune décision. Il ne va pas tarder à agir. Les trois journées suivantes sont le moment décisif.

Les socialistes réagissent très vivement à la menace de l'expulsion de Balabanova, qui a transpiré dans les journaux. Un jour plus tard, le 5 novembre, le chef du Département de justice et police, le Conseiller fédéral Eduard Müller, et le chef de la Division des Affaires étrangères Charles Paravicini invitent ainsi à 3 heures de l'après-midi des représentants de la gauche zurichoise pour évoquer l'affaire. Le

⁷⁴ Lettre de Wagnière à la Division des Affaires étrangères du Département politique, 7 novembre 1918, in *Documents diplomatiques...*, op. cit., vol. 6, p. 824.

⁷⁵ Par exemple, H. Kunz, *Weltrevolution...*, op. cit., p. 64. Contre les propos très affirmatifs de Gautschi à ce sujet, qui, rappelons-le, n'a pas consulté les archives nationales étrangères, il faut tout de même souligner que la non-existence d'un réel plan d'opération militaire ne signifie pas que les dirigeants étrangers n'aient pas envisagé une intervention dans le cas d'une aggravation des troubles. W. Gautschi, *Der Landesstreik...*, op. cit., p. 331-340.

procès-verbal de cette conférence est un excellent document pour saisir le contexte politique de l'époque. Pendant que Müller et Paravicini rappellent les motifs qui pourraient justifier l'expulsion, Balabanova ayant incontestablement poursuivi des activités politiques en Suisse alors qu'elle a obtenu un passeport diplomatique pour entreprendre une mission de la Croix-Rouge, le modéré Otto Lang paraît se rallier à leur position. En revanche, les deux autres socialistes, Rosa Bloch et Platten, la contestent virulemment au moyen d'un argumentaire pour le moins frappant. Que peut-on reprocher à Balabanova puisque, selon l'ami helvétique de Lénine, « *la Suisse est le pays indiqué pour une entreprise internationale comme le bolchevisme* » ? Ces deux membres de la direction du parti socialiste, visiblement très agités, brandissent alors la menace d'une opposition politique très forte de la part du mouvement ouvrier. « *L'expulsion soulèverait les travailleurs comme un seul homme* », avertit Platten. Pour cause, l'affaire est sérieuse : « *Madame Balabanow est, selon Bloch, une femme d'une grande bonté de cœur. Elle est pour tous les travailleurs une vraie mère* ». ⁷⁶ Quelques heures plus tard, en fin d'après-midi, Platten et Bloch télégraphient à Moscou, par l'entremise de la Mission Berzine, leurs vœux pour le premier anniversaire de la révolution russe. Alors que le premier signe un télégramme de la direction du parti où il est dit que ce « *brillant exemple doit et va inciter le prolétariat du monde entier à continuer la lutte pour le socialisme* », la seconde s'exprime au nom des femmes socialistes qui « *jurent de travailler à leur place aux mêmes objectifs* » que le régime bolchevique et « *se réjouissent [...] de l'aurore de la révolution mondiale* ». Evidemment, ces télégrammes sont interceptés par l'armée. ⁷⁷

Aussi extraordinaires soient-ils, les arguments de Platten et Bloch ne changent rien à l'attitude du Conseil fédéral. Au contraire, le soir même, il fait un pas capital. Lors d'une conférence à Berne consacrée à la situation à Zurich, qui débute à 21 heures 25, les représentants du

⁷⁶ Procès-verbal d'une réunion chez Müller, 5 novembre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 177-180.

⁷⁷ Télégrammes de la Légation soviétique de Berne envoyés à l'Ambassade russe de Berlin pour transmission à Moscou, 5 novembre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 180-181.

gouvernement cantonal, appuyés par le général Wille et le chef de l'Etat-major Theophil Sprecher von Bernegg, demandent, en référence à la déstabilisation politique dans les pays voisins et aux provocations de la gauche qu'ils jugent directement inspirées des bolcheviks, le renfort de nouvelles troupes pour assurer la sécurité de la ville. Or, cette fois-ci, le gouvernement accepte. Deux régiments d'infanterie et deux brigades de cavalerie sont fournis pour le 6 novembre à 15 heures. Incontestablement, le contexte international s'est avéré déterminant dans ce retournement qui marque le début réel de l'engrenage vers la grève générale. Selon le procès-verbal qui est dressé de la rencontre, deux des trois conseillers fédéraux, à savoir Robert Haab et Edmund Schulthess, invoquent les préoccupations des puissances étrangères, ce dernier estimant qu'« *une invasion [n'est] pas exclue* ». D'ailleurs, à la fin de la séance, il est décidé que l'Entente soit informée, au petit matin, de la décision.⁷⁸ Les jours suivants, dans les capitales européennes, les diplomates suisses vont s'activer auprès des dirigeants alliés pour les convaincre que les autorités helvétiques ont la situation en main. Mais le Conseil fédéral n'en reste pas là. Immédiatement après la première mobilisation des troupes, le soir du 6 novembre, il accentue son intervention. Tandis que deux régiments et deux brigades supplémentaires sont déployés, il fait un autre choix lourd de conséquence : à la veille de l'anniversaire de la révolution russe et quelques heures après le renvoi d'Allemagne de l'Ambassadeur russe Joffé suite à des pressions alliés, il décide de rompre les relations avec la Mission Berzine.⁷⁹ Deux jours plus tard, il annonce son expulsion prochaine du territoire suisse. Le 8 novembre, Dutasta se réjouit de ces décisions et « *constate avec satisfaction que l'amicale pression exercée par cette ambassade auprès du Conseil fédéral [...] n'est pas restée inefficace* ».⁸⁰

⁷⁸ Procès-verbal de la conférence sur la situation à Zurich, Berne, 5 novembre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 183-185.

⁷⁹ Procès-verbal du Conseil fédéral, 6 novembre 1918, in *Documents diplomatiques...*, op. cit., vol. 6, p. 821-823.

⁸⁰ AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 31, Télégramme de Dutasta aux Affaires étrangères, 8 novembre 1918. Notons que cette décision a été anticipée dès le 1^{er} novembre par Lénine, le dictateur russe avertissant Berzine de la probabilité que la Suisse cède devant les pressions de l'Entente. Lettre de Lénine à Berzine, 1^{er}

La rupture des relations avec la Mission Berzine est un geste important en faveur de l'Entente. Aussi surprenant que cela puisse paraître aujourd'hui, le gouvernement helvétique s'était montré jusqu'alors plus conciliant, d'un point de vue diplomatique, que les autres pays d'Europe occidentale vis-à-vis du régime bolchevique, si l'on fait exception du cas spécifique de l'Allemagne qui a accueilli après Brest-Litovsk une Ambassade, transformée par la suite par Joffé en un quartier révolutionnaire. Le Conseil fédéral ne s'était pas contenté d'accueillir une des trois missions soviétiques en Europe, mais il avait noué des relations informelles avec elle et lui avait accordé les facilités données aux Légations officielles.⁸¹ La protection de la colonie suisse en Russie motivait cette modération. Mais ce qui était plus encore en cause, c'étaient les très gros capitaux placés avant la guerre dans la Russie tsariste : les intérêts helvétiques se montaient peut-être à un milliard de francs suisses, une somme proprement faramineuse puisqu'elle équivalait à près d'un cinquième du produit intérieur brut de la Confédération en 1913.⁸² A cela s'ajoute que, lorsque la Mission était arrivée en Suisse, le sort des armes n'était pas joué, il s'en faut : au début juin, l'armée allemande était à moins de cent kilomètres de Paris. Mais, quelques mois plus tard, la situation a changé du tout au tout. A l'approche de la victoire alliée et à l'heure où le dessein de la révolution mondiale semble prendre forme, il n'est maintenant plus question de tergiverser : il est temps de montrer fermement à quel camp la Suisse appartient.

La pacification des rapports avec les Alliés est d'autant plus indiquée qu'au même moment que ces décisions sont prises par le Conseil fédéral, le gouvernement prépare de plain-pied l'avenir de la Suisse

novembre 1918 (qui n'est probablement pas arrivée à destination), in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 161-162. Sur l'influence extérieure dans la rupture des relations, puis l'expulsion de la Mission Berzine, voir également H. Kunz, *Weltrevolution...*, op. cit., p. 58 sq.

⁸¹ Voir par exemple J.-F. Fayet, *VOKS...*, op. cit., p. 36-39.

⁸² Voir les propos très explicites de Calonder sur ces deux motifs lors d'une conversation avec Rumbold : PRO, FO 371/3377, Lettre de Rumbold à Balfour, 28 septembre 1918. Les pertes totales causées par la révolution russe se seraient peut-être montées finalement à 1,5 milliard de francs : Mauro Cerutti, « Politique ou commerce ? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente », *Etudes et sources*, 7, 1981, p. 120 note 4.

dans le concert des nations. Calonder ne prend pas part aux importantes réunions à Berne des 5 et 6 novembre. Il participe à une rencontre, non moins significative, à Territet. Lors de cette conférence qui rassemble le gotha helvétique sur les bords du Léman entre le 4 et le 8 novembre, il est décidé que, sans abandonner la neutralité, la Confédération doit s'impliquer résolument dans les règlements de la paix par les puissances alliées, notamment dans la mise en place de la Société des Nations.⁸³ Or, les menées révolutionnaires réelles ou supposées à l'intérieur de la Suisse menacent directement ces belles perspectives. Pour cause, à la fin du mois d'octobre, Calonder a lancé une campagne diplomatique discrète afin d'obtenir le siège de la future Conférence de la paix et Woodrow Wilson s'est montré de prime abord très favorable à la candidature de Lausanne ou de Genève. Le 5 novembre, cette attribution semble même avoir été acquise par Edward House auprès des puissances alliées.⁸⁴ Toutefois, entre-temps à Washington, un argument avancé par l'Ambassadeur français Jean Jusserand, sur la base des informations de son collègue Dutasta, fait mouche : la Suisse hébergerait le centre du mouvement révolutionnaire en Europe. Le Président américain se rétracte soudainement et, le 7 novembre, il accepte Versailles.⁸⁵

⁸³ Résolutions votées par la Commission pour la Réorganisation du droit des gens, 7-8 novembre 1918, in *Documents diplomatiques...*, op. cit., vol. 6, p. 826-830.

⁸⁴ Lettre de Calonder aux Ministres suisses à Paris, Londres, Berlin, Madrid, Rome, Vienne, Washington, 25 octobre 1918, in *Documents diplomatiques...*, op. cit., vol. 6, p. 812 ; Télégrammes de Wilson à House, représentant spécial américain à Paris, 28 octobre 1918, de Lansing, secrétaire d'Etat, à House, 2 novembre 1918 et de House à Lansing, 5 novembre 1918, in *Papers relating to the Foreign Relations of the United States, The Paris Peace Conference, 1919*, vol. 1, Washington, US Government Printing Office, 1942, p. 119-120 ; Lettre de Jusserand, Ambassadeur de France à Washington, à Pichon, 3 novembre 1918 in *Documents diplomatiques français, Armistices et paix, 1918-1920*, tome 1, Bruxelles, Peter Lang, 2014, p. 174. Voir également A. Mayer, *Politics and Diplomacy...*, op. cit., p. 347-348 ; Heinz Meier, *Friendship under stress, U.S.-Swiss Relations 1900-1950*, Berne, Lang, 1970, p. 106-108.

⁸⁵ Pour le changement de position de Wilson : Télégramme de Wilson à House, 7 novembre 1918, in *Papers...*, op. cit., vol. 1, p. 121, ainsi que Télégramme de House à Lansing, 9 novembre 1918, in *Papers relating to the Foreign Relations of the United States, 1918, Supplement 1, The War*, vol. 1, Washington, US Government Printing Office, 1933, p. 485-486. Pour l'action de Jusserand : Lettres de Jusserand à Pichon, 4 novembre et 14 novembre 1918, in *Documents diplomatiques français, Armistices*

Si le Conseil fédéral estime n'avoir pas d'autre choix à la fin de la guerre que donner des signes favorables aux Alliés, sa politique comporte un fort risque intérieur. Couplés à la révolution allemande, le déploiement de l'armée et la rupture avec la Mission soviétique provoquent une réaction immédiate du mouvement ouvrier. Le matin du 6 novembre, ne connaissant pas le résultat des délibérations du Conseil fédéral, le Comité d'Olten se réunit à Berne. Les discussions tournent autour de la perte de légitimité du Comité, mise en cause par une partie des socialistes et des syndicalistes. Rien ne laisse transparaître que les dirigeants de la gauche se prépareraient à faire face à une crise nationale.⁸⁶ Mais, le soir du 7 novembre, le Comité d'Olten décide de lancer une grève dans les grandes villes de Suisse pour protester contre le déploiement des troupes. A l'encontre de l'idée exprimée par certains de laisser faire l'armée pour démontrer l'inanité de la manœuvre, ce choix est clairement motivé par la nécessité de rester crédible face au vent d'indignation qu'a soulevé la mobilisation à Zurich. Le Comité doit passer à l'action, il en va de l'unité du mouvement ouvrier.⁸⁷ La grève a lieu ainsi lors de la proclamation de la République en Allemagne, le samedi 9. Ce matin,

et paix, 1918-1920, op. cit., tome 1, 2014, p. 178 et 248. Voir également, dans le même sens, Vincent Laniol, « Les diplomates français et les neutres européens au sortir de la Grande Guerre (1918-1920) », *Relations internationales*, 159, 2014, p. 87. Notons que Jusserand se sert de la missive du 29 octobre sur la conférence bolchevique qui aurait eu lieu au Beatenberg. Par ailleurs, ce même 7 novembre, le Ministre suisse à Paris Dunant fait part à Calonder du peu de chance que la conférence se tienne en Suisse. Lettre de Dunant à Calonder, 7 novembre 1918, in *Documents diplomatiques suisses...*, *op. cit.*, vol. 6, p. 823-824. Il est vrai que Dunant démentira par la suite que cette décision aurait été influencée par les troubles intérieurs de novembre en Suisse, mais les sources américaines et françaises sont très explicites, House confirmant d'ailleurs plus tard leur effet sur cette décision. Voir Rapport de la Division des Affaires étrangères aux Légations de Suisse, 30 janvier 1919 et Lettre de Dunant à Calonder, 5 février 1919, in *Documents diplomatiques...*, *op. cit.*, vol. 7/1, p. 297 et 332-333. La correspondance sélectionnée dans les Documents diplomatiques français appuie pleinement l'interprétation : *Documents diplomatiques français, Armistices et paix, 1918-1920, op. cit.*, tome 1, p. 43 sq.

⁸⁶ Procès-verbal de la 20^e séance du Comité d'Olten, 6 novembre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, *op. cit.*, p. 192-194.

⁸⁷ Procès-verbal de la 21^e séance du Comité d'Olten, 7 novembre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, *op. cit.*, p. 203-204.

sur une tribune de la Waisenhausplatz à Berne, Grimm, le syndicaliste Konrad Ilg et le politicien bernois Eugen Münch ne réclament pas seulement la démobilisation des troupes. Ils demandent aussi la renonciation à l'expulsion de la Mission Berzine et de Balabanova, ainsi que le relâchement de Münzenberg.⁸⁸ Une ultime tentative de négociations avorte le jour suivant, le 10 novembre. Une délégation du Comité d'Olten rencontre deux fois à Berne le Conseil fédéral, à 11 heures, puis à 15 heures. Les représentants de la gauche tentent d'obtenir un retrait de l'armée de Zurich, disant qu'ils ne peuvent plus empêcher les manifestations en raison de l'impact sur les masses de la révolution allemande. Le gouvernement refuse, évoquant, de son côté, une nouvelle fois la nécessité de préserver l'ordre en raison de la situation internationale.⁸⁹

La marche vers la grève générale semble alors irréversible. Pendant la réunion à Berne, ce dimanche après-midi, un rassemblement interdit en l'honneur du premier anniversaire de la révolution russe à Zurich, qui réunit 7000 personnes sur la Fraumünsterplatz, dégénère en confrontation avec l'armée. Un militaire est tué. Ces troubles ne découragent pas l'union ouvrière zurichoise de vouloir continuer le mouvement indéfiniment, bien au contraire, exigeant, outre la démobilisation des troupes et le rétablissement du droit de manifester, la libération des prisonniers politiques et la reconnaissance de la Mission bolchevique.⁹⁰ Pendant la nuit, devant la résolution des Zurichois, le Comité d'Olten franchit consécutivement l'étape finale : il opte pour une grève générale nationale. Quelque peu auparavant, sur la base d'un brouillon de notes prises par Grimm lors de la séance du 6 novembre, il a mis sur

⁸⁸ W. Gautschi, *Der Landesstreik...*, op. cit., p. 255.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 272-276.

⁹⁰ Annonce à Zurich d'une grève illimitée par l'Union ouvrière zurichoise, 10 novembre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 234-235. Pour l'importance de la rupture des relations avec la Mission Berzine dans le déclenchement de la grève à Zurich, voir également le document suivant, faisant de cette décision sa principale cause : Télégramme de la Direction social-démocrate et de l'Union ouvrière de Zurich à Eisner, dirigeant de la République bavaroise, 10 novembre 1918 (censuré par l'armée suisse), in W. Gautschi, *Der Landesstreik...*, op. cit., p. 263.

papier à la hâte son célèbre programme de revendications en neuf points.⁹¹ Le lendemain, le jour de l'armistice, tandis que le début de la grève générale est annoncé publiquement pour minuit, la Division des Affaires étrangères demande à ses diplomates dans les capitales européennes d'informer les dirigeants alliés, au cas où des allusions à une intervention militaire seraient faites, que la Confédération saura rétablir la situation sans aide extérieure.⁹² Le 12, au Quai d'Orsay, le Ministre suisse à Paris, Alphonse Dunant, assure que la « *France n'a pas à s'inquiéter que le virus révolutionnaire puisse passer par la Suisse.* »⁹³

Face à la volonté des dirigeants confédéraux de montrer leur capacité de maintenir l'ordre à la fin de la guerre, une attitude dictée pour l'essentiel par des considérations de politique internationale, le Comité d'Olten s'est donc laissé entraîner dans la grève générale par une fraction plus radicale de la gauche, échaudée, elle, par l'imminence de la propagation de la révolution en Europe et par la fermeté nouvelle du Conseil fédéral contre les bolcheviks. Alors seulement, durant quelques courtes heures, la situation en Suisse va s'enflammer. D'aucuns diront que cet affrontement entre les forces de l'ordre et ceux du mouvement prend, dans le cas helvétique, plus l'allure d'un jeu rhétorique que d'un réel combat politique.⁹⁴ Au regard de l'ampleur des troubles dans les pays belligérants, cette affirmation contient quelque chose de véridique, mais elle fait fi dans

⁹¹ Proclamation par le Comité d'Olten de la grève générale, 11 novembre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 237-240. Le Comité demande : la réélection immédiate du Conseil national par l'application du vote à la proportionnelle, l'instauration du droit de vote des femmes, une politique de plein emploi, l'introduction de la semaine de travail de 48 heures, la démocratisation de l'armée, la garantie de l'approvisionnement alimentaire, la mise en place d'une assurance vieillesse et invalidité, l'institution d'un monopole étatique sur le commerce extérieur, le paiement des dettes publiques par les possédants. Voir pour la narration de cette séance, W. Gautschi, *Der Landesstreik...*, op. cit., p. 278-284.

⁹² Télégramme de la Division des Affaires étrangères aux Légations suisses à Paris, Londres, Rome, Washington, 11 novembre 1918, in *Documents diplomatiques...*, op. cit., vol. 6, p. 866.

⁹³ AMAE, Europe 1918-1929, Suisse, no 31, Note manuscrite d'un membre des Affaires étrangères françaises, 12 novembre 1918 (peut-être de Pichon ?).

⁹⁴ Voir à ce sujet R. Jaun et T. Straumann, « *Durch fortschreitende Verelendung...* », art. cit.

le même temps de l'incertitude en Suisse qui découle précisément du chaos en Europe lors de l'armistice. De toute façon, comme dans chaque agencement d'une crise politique, il est impossible à ce stade de séparer clairement ce qui relève du jeu de ce qui tient de la réalité de l'antagonisme, les acteurs historiques étant pris en somme, dans le feu de l'action, à la propre jeu. La pièce de théâtre suit un synopsis d'autant plus dramatique qu'au même moment où le mouvement de grève se répand en Suisse et que la tension intérieure atteint son paroxysme, l'expulsion de la Mission Berzine et de Balabanova est accomplie. A partir du 12 novembre, après que la grève des cheminots les a empêchés de prendre le train et que Balabanova a été copieusement insultée et blessée par la foule à la gare de Berne, les Russes sont déplacés par un convoi d'automobiles sous le contrôle de l'armée suisse vers la frontière allemande de Constance.⁹⁵

Dans la capitale, ce 12 novembre, lors d'une session extraordinaire du parlement qui débute à 11 heures, Calonder joue de la carotte et du bâton. Il menace de ce que les mesures les plus sévères seront réservées aux auteurs de troubles, tout en proposant, pour pacifier la situation, que les socialistes soient intégrés au gouvernement. S'agit-il d'une simple manœuvre politique pour les amener à refuser l'invite et prouver qu'ils ont des ambitions démesurées ? En tout cas, ces derniers s'empressent en fin d'après-midi de repousser cette ouverture, exigeant la réalisation au préalable de leur programme de réformes sociales.⁹⁶ Tout indique que, maintenant que les foules sont descendues dans les rues, ils semblent prêts à une confrontation. Le lendemain matin, Grimm lâche le mot devant le parlement : « *Oui, nous les sociaux-démocrates, nous sommes des révolutionnaires* », clame-t-il haut et fort dans l'enceinte du Palais fédéral, quoiqu'il laisse entendre que ses compagnons n'essaieront pas de renverser le gouvernement. A cette occasion, il prend aussi la défense de Balabanova, rien de moins qu'« *une des femmes les plus nobles et les plus*

⁹⁵ A. Senn, *Diplomacy and Revolution...*, op. cit., p. 161-178.

⁹⁶ Séance du Conseil National, 12 novembre 1918, in *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, vol. 5, 1918, p. 413-417, ainsi que l'Annonce du Comité d'Olten et de la fraction socialiste du Conseil national aux grévistes, 12 novembre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 277.

grandes (...) de notre temps », en dépit du mépris que la révolutionnaire russe éprouve pour le petit politicien bernois, compromis par l'affaire Hoffmann⁹⁷. Ce n'est qu'un feu de paille. Tard dans la nuit du 13 au 14 déjà, alors que l'armée est désormais toute vouée à la répression de la grève, la gauche capitule face à l'ultimatum du Conseil fédéral, celui-ci dénonçant « *les terribles dangers intérieurs et extérieurs qui croissent d'heure en heure* » pour le pays.⁹⁸ Le gouvernement aurait fait, dit-on, quelques promesses orales aux grévistes, dont personne ne connaîtra probablement jamais la teneur réelle.⁹⁹ Dans les capitales étrangères, le coup de force est salué.¹⁰⁰

⁹⁷ Séance du Conseil National, 13 novembre 1918, in *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, vol. 5, 1918, p. 459 et 461. On lira, non sans intérêt, les pages consacrées à Grimm et à la grève par Balabanova dans son autobiographie : A. Balabanoff, *Ma vie...*, op. cit., p. 166-167 et 187-200.

⁹⁸ Lettre du Conseil fédéral à Grimm, 13 novembre 1918, in W. Gautschi (éd.), *Dokumente...*, op. cit., p. 313-314.

⁹⁹ W. Gautschi, *Der Landesstreik...*, op. cit., p. 324-326. Les socialistes soutiennent après la grève que des promesses auraient été formulées au sujet de la semaine de travail de 48 heures, de leur participation au gouvernement, de la réélection anticipée du Conseil national au début de l'année 1919, ainsi que de l'amnistie des grévistes. Toutefois, aucune annonce publique n'est faite et, excepté les 48 heures, sur lesquelles on revient ci-dessous, aucune de ces promesses supposées ne sera réalisée.

¹⁰⁰ Voir la réaction à Berlin et à Rome, respectivement du Secrétaire d'Etat Solf et du Président du Conseil Orlando : Lettre de Mercier, Ministre suisse à Berlin, à Calonder, 29 novembre 1918 et Lettre de Wagnière à Calonder, 4 janvier 1919, in *Documents diplomatiques suisses...*, op. cit., vol. 7/1, p. 47 et p. 163. Pour celle des diplomates américains, voir F. Weber, *Die amerikanische Verheissung...*, op. cit., p. 169. Il est vrai que, comme le note Kunz, ce n'est là que la première étape de la réhabilitation internationale de la Suisse et qu'à Paris surtout, une certaine méfiance reste de mise à l'endroit de la Confédération. H. Kunz, *Weltrevolution...*, op. cit., p. 66-67.

Pendant ce temps, la Mission Berzine, elle, est restée au Nord de la Suisse les 13 et 14 novembre, dans l'attente d'une autorisation du Reich pour sortir du territoire helvétique. Elle passe la frontière le matin du 15, à l'heure où la très grande majorité des Suisses retourne au travail. Alors que les membres de la délégation soviétique arrivent à la gare de Constance, en bordure d'un lieu que l'on nomme Paradies, l'aventure révolutionnaire de la Confédération, commencée durant la seconde moitié du XIXe siècle, époque depuis laquelle la Suisse avait accueilli maints éminents représentants de la gauche russe, touche bel et bien à sa fin.¹⁰¹

¹⁰¹ La Suisse devient un des hauts-lieux de la répression internationale contre le communisme après la guerre. Par exemple, Michel Caillat *et al.* (dir.), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, Zurich, Chronos, 2009.

Resituer la grève générale dans l'histoire de l'Europe

Internationalisation et pondération

Pour autant que les précautions requises par un tel exercice soient respectées, la consultation des archives diplomatiques françaises et britanniques a le mérite de rappeler combien les historiens qui se sont penchés sur la grève générale n'ont pas suffisamment tenu compte de la dimension internationale de l'événement. En cherchant à contester les théories en vogue après la Seconde Guerre mondiale, qui voulaient voir l'action de la main soviétique dans les troubles de novembre 1918 en Suisse, ils ont eu tendance à systématiquement marginaliser, en réaction, toutes les interprétations accordant un quelconque crédit à une influence de l'étranger sur la grève. Ce parti pris résulte, sans doute, de l'orientation intellectuelle de la majorité des spécialistes de l'histoire du mouvement ouvrier helvétique. La Suisse, ce pays du consensus, a si peu connu après 1914 de confrontations ouvertes entre les salariés et le patronat qu'il était difficile de mettre au jour la lutte des classes à l'intérieur de la Confédération. Avec la grève générale, les manifestations de masse, les affrontements sanglants, le défilé des cavaliers de l'armée dans les rues des grandes villes de Suisse, l'occasion d'appliquer leur lecture de l'histoire était trop belle pour la laisser échapper.

Internationaliser l'histoire de la grève générale signifie contextualiser plus finement son déroulement, intégrer les révolutionnaires et les gouvernements étrangers dans l'analyse, lier l'événement à la politique extérieure de la Confédération. Mais cela implique également de mieux la pondérer à l'aune de la situation européenne. On se permettra en guise de conclusion quelques rapides remarques à ce sujet. A prendre un peu de hauteur par rapport aux exposés historiques, qui adoptent tous une approche trop événementielle de la grève, ce qui est marquant dans l'histoire socio-politique de la Confédération helvétique du premier après-guerre, en comparaison internationale, ce n'est pas tant l'ampleur des troubles que la rapidité du rétablissement de l'ordre. La Suisse est un des rares pays d'Europe où la stabilisation politique est parachevée à l'hiver 1919-1920. Les

affrontements directs entre le mouvement ouvrier et les forces de l'ordre ont alors presque disparu. Certes, les grèves restent, elles, relativement fréquentes au cours de l'année 1920, mais leur nombre décline très sérieusement dès 1921. Surtout, c'est au début 1920 que le gouvernement établit les grands axes d'un programme libéral-conservateur, fondé sur le retour à la normale de la Belle Epoque, qui dominera la politique suisse de l'entre-deux-guerres. La défense de la parité du franc, au profit du capitalisme financier, en est la pierre angulaire. Elle s'accompagne d'un raffermissement des tendances conservatrices, ainsi que de la consolidation de l'alliance stratégique établie au tournant du siècle entre les industriels et la paysannerie.¹⁰²

Auparavant, contrairement à ce qu'en disent aujourd'hui les historiens, les événements de novembre 1918 ont peu influencé la politique suisse. La grève générale est un cinglant échec, au regard des attentes de la gauche, tant au point de vue de la mobilisation des salariés que de ses conséquences politiques. Suite à la rapide capitulation du Comité d'Olten, la seule concession majeure faite aux socialistes et aux syndicalistes est l'octroi de la semaine de travail de quarante-huit heures. Mais, à vrai dire, l'adoption de cette mesure ne découle pas uniquement des événements de novembre 1918. Comme l'a clairement établi l'historien Bernard Degen, elle n'est acceptée définitivement qu'en juin 1919, après que la majorité des grands pays européens l'ont instaurée ou sont en passe de le faire.¹⁰³ C'est seulement à ce moment que, pour le patronat suisse, le risque de devoir s'exposer à d'éventuelles rétorsions économiques sur les marchés étrangers, sans pouvoir jouir, à cause de la menace de nouvelles grèves, de l'avantage compétitif dont il disposerait en refusant les quarante-huit heures, est devenu trop élevé. Quant aux

¹⁰² Christophe Farquet, « Retour à l'ordre en Suisse. Edification d'un bastion libéral-conservateur au centre de l'Europe après la Grande Guerre », *Vingtième Siècle*, 143, à paraître, juillet-septembre 2019.

¹⁰³ Bernard Degen, *Abschied vom Klassenkampf. Die partielle Integration der schweizerischen Gewerkschaftsbewegung zwischen Landesstreik und Weltwirtschaftskrise (1918-1929)*, Bâle, Helbing und Lichtenhahn, 1991, p. 29-113. Pour le contexte international, par exemple, Gary Cross, « Les Trois Huits : Labor Movements, International Reform, and the Origin of the Eight-Hour Day, 1919-1924 », *French Historical Studies*, 14/2, 1985, p. 240-268.

autres demandes de la gauche, elles sont superbement ignorées par les dirigeants helvétiques. A l'échelon fédéral, l'Etat social ne se développe pas après la Grande Guerre, le droit de vote n'est pas élargi à la population féminine, et le financement des dépenses publiques repose très peu sur l'impôt progressif sur les revenus et les fortunes. A l'inverse, il est vrai, la grève et les troubles du premier après-guerre ont stimulé des tendances réactionnaires du côté de la droite. La multiplication des gardes civiques, garantes armées de l'ordre social, en est la preuve la plus flagrante.¹⁰⁴ Il faudrait cependant se préserver de surévaluer l'influence des organisations d'extrême-droite, qui ne parviendront jamais à occuper une place aussi importante qu'à l'étranger dans la politique fédérale. A plus long terme, si le souvenir de la grève générale a inspiré d'une quelconque manière la façon dont les dirigeants ont géré la sortie de la Seconde Guerre mondiale, c'est essentiellement en les convaincant qu'il fallait continuer à faire barrage à toute influence extérieure du communisme.¹⁰⁵

Finalement, dans l'histoire de la gauche, la grève générale n'aura pas non plus marqué une étape décisive de l'affirmation du mouvement ouvrier en Suisse, comme d'aucuns ont pu l'avancer. Si, aux élections de la fin de l'année 1919, les socialistes doublent leur représentation à la chambre basse du parlement fédéral, l'accroissement est le résultat mathématique du passage au vote à la proportionnelle, décidé avant la grève. Compte tenu de l'hostilité de la majorité de la population aux démonstrations de novembre 1918, il n'est de loin pas impossible que le résultat aurait été meilleur sans elles. Il est bien plus juste de dire que la grève générale et ses suites sont les derniers sursauts paroxystiques d'un cycle de confrontations sociales qui a débuté aux alentours de 1905. La comparaison internationale du nombre de grèves l'atteste pleinement.¹⁰⁶ La Suisse n'était pas un îlot de paix

¹⁰⁴ Par exemple, Charles Heimberg, « La garde civique genevoise et la grève générale de 1918, un sursaut disciplinaire et conservateur », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 44/3, 1997, p. 424-435.

¹⁰⁵ Voir par exemple à ce sujet la lettre du 25 janvier 1945 de Roger Masson, chef du service des renseignements de l'armée, au Général Guisan, citée dans Sébastien Guex et Marc Perrenoud, « Prévenir la Grève générale », *Traverse*, 2, 1995, p. 17.

¹⁰⁶ Pour la comparaison internationale à partir du milieu des années 1920, Peter Flora et al. (dir.), *State, Economy, and Society in Western Europe 1815-1975. A Data*

sociale en Europe avant la guerre. Elle le devient au cours des années 1920, tandis que le parti socialiste et les syndicats optent pour une orientation plus consensuelle, une attitude qu'ils conserveront contre vents et marées au cours des décennies suivantes. Dès que la chronologie est élargie au-delà de la première année de paix, tout indique donc que c'est la stabilité, et non la déstabilisation, qui constitue, par contraste avec la situation des grands pays européens, le trait dominant de la sortie de guerre en Suisse.

Vue de France ou de Grande-Bretagne, la grève générale a une signification tout autre de celle que les historiens suisses lui ont attribué jusqu'à présent. Qu'on se le dise : personne ne conteste le droit d'écrire l'histoire de la grève générale telle qu'elle s'est déroulée au Tessin, à La Chaux-de-Fonds ou à Granges. On apprendra, par exemple, que, dans ce dernier lieu, le 14 novembre à 2 heures de l'après-midi, trois jeunes gens, Marius Noirjean, un acheveur de 17 ans et demi, Fritz Scholl, un décolleteur de 21 ans, et Hermann Lang, un horloger de 29 ans, ont été abattus par des soldats, suite à une altercation entre des manifestants et l'armée à la gare de ce village situé en bordure du Jura, le premier étant tué immédiatement après qu'une balle a atteint sa nuque, alors que les deux autres victimes décèdent rapidement, l'un à cause de trois coups de feu reçus dans le dos, l'autre touché au visage.¹⁰⁷ C'est un incident malheureux, et il a probablement durablement imprégné les consciences des habitants de ce village soleurois. Toujours est-il que l'approche qui domine l'historiographie, empreinte d'une redoutable myopie et d'un horizon borné aux frontières de la Confédération, empêche d'insérer le premier après-guerre en Suisse dans un cadre international. A l'échelle de l'Europe, secouée des années durant après le conflit par

Handbook in two Volumes, Francfort, Campus Verlag, 1987, p. 679 sq. Pour l'évolution différente en Suisse en comparaison des Pays-Bas, le pays dont la situation socio-économique se rapproche probablement le plus de celle de la Confédération à la sortie de guerre : A. Zimmermann, « Klassenkampf... », *op. cit.*, p. 135.

¹⁰⁷ Rapport médical établi par le Dr. Ernst Girard à la salle funéraire du cimetière de Grenchen, 15 novembre 1918, in *Generalstreik 1918 in Grenchen. Illustrierte Beschreibung der Ereignisse in Grenchen und Region*, Grenchen, Kultur-Historisches Museum Grenchen, 2008, p. 53.

de graves troubles sociaux, la grève générale ne peut être considérée comme un épisode très remarquable de l'histoire des luttes prolétariennes. Elle a été, à l'armistice, ce séisme de très courte durée et de faible magnitude dont l'impact a été à tort redouté, parce qu'il intervenait en plein centre d'un continent exsangue, à un moment où il semblait sur le point une nouvelle fois de s'embraser.¹⁰⁸

Tel est le seul sens des événements de novembre 1918 en Suisse pour l'histoire de l'Europe. Pour autant qu'il soit admis que l'examen critique du passé de la Confédération nécessite un décroisement de l'espace national, ce qui semble être parfaitement accepté aujourd'hui par la plupart des historiens et ce qui est la condition indispensable pour sortir l'historiographie suisse d'un immobilisme sclérosé, assurément très confortant idéologiquement mais parfaitement régressif du point de vue scientifique, c'est aussi l'interprétation la plus pertinente pour l'histoire helvétique.

¹⁰⁸ On invitera les historiens suisses à méditer le titre suivant : Robert Gerwarth, *Les Vaincus, 1917-1923*, Paris, Seuil, 2017.